

# LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2011 — 740

[2011/200394]

### Extrait de l'arrêt n° 1/2011 du 13 janvier 2011

Numéro du rôle : 4884

*En cause* : le recours en annulation des articles 2, 2°, 4, 1°, 5, 1°, et 6 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central, introduit par l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents R. Henneuse et M. Bossuyt, des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey et P. Nihoul, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, du président émérite M. Melchior, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président émérite M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1<sup>er</sup> mars 2010 et parvenue au greffe le 2 mars 2010, l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège social est situé à 1000 Bruxelles, rue du Boulet 22, a introduit un recours en annulation des articles 2, 2°, 4, 1°, 5, 1°, et 6 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central (publiée au *Moniteur belge* du 27 août 2009, deuxième édition).

(...)

#### II. *En droit*

(...)

#### *Quant aux dispositions attaquées*

B.1. La partie requérante demande l'annulation des articles 2, 2°, 4, 1°, 5, 1°, et 6 de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central. Ces dispositions modifient les articles 590, alinéa 1<sup>er</sup>, 594, alinéa 2, 595, alinéa 2, et 596 du Code d'instruction criminelle.

B.2.1. Les dispositions du Code d'instruction criminelle qui concernent le casier judiciaire central y ont été insérées par la loi du 8 août 1997, qui a consacré légalement l'existence de ce casier judiciaire. L'article 589 du Code d'instruction criminelle définit le casier judiciaire central comme « un système de traitement automatisé tenu sous l'autorité du Ministre de la Justice, qui assure, [...] l'enregistrement, la conservation et la modification des données concernant les décisions rendues en matière pénale et de défense sociale ».

L'alinéa 2 de l'article 589 précité dispose :

« La finalité du Casier judiciaire est la communication des renseignements qui y sont enregistrés :

1° aux autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale;

2° aux autorités administratives afin d'appliquer des dispositions nécessitant la connaissance du passé judiciaire des personnes concernées par des mesures administratives;

3° aux particuliers lorsqu'ils doivent produire un extrait de casier judiciaire;

4° aux autorités étrangères dans les cas prévus par des conventions internationales ».

B.2.2. L'article 590 du Code d'instruction criminelle énumère les informations enregistrées pour chaque personne dans le casier judiciaire. L'article 2, 2°, de la loi attaquée complète cette énumération notamment d'un 17° qui vise :

« les condamnations par simple déclaration de culpabilité prononcées en application de l'article 21ter de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale ».

B.2.3. L'article 594 du Code d'instruction criminelle permet au Roi d'autoriser certaines administrations publiques à accéder aux informations enregistrées dans le casier judiciaire. L'alinéa 2 de cet article dispose que ces administrations n'ont plus accès, après un délai de trois ans, à certaines condamnations qu'il énumère. L'article 4, 1°, de la loi attaquée insère, dans cette énumération, les condamnations par simple déclaration de culpabilité.

B.2.4. L'article 595 du Code d'instruction criminelle permet à toute personne d'obtenir un extrait de casier judiciaire comportant le relevé des informations enregistrées dans le casier judiciaire qui la concernent personnellement. L'alinéa 2 de cet article dispose que certaines condamnations qu'il énumère ne sont plus mentionnées dans cet extrait après un délai de trois ans. L'article 5, 1°, de la loi attaquée insère, dans cette énumération, les condamnations par simple déclaration de culpabilité.

B.2.5. L'article 6, 1°, de la loi attaquée remplace l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, par la disposition suivante :

« Lorsque la demande d'extrait est effectuée en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs, l'extrait mentionne, outre les décisions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aussi les condamnations visées à l'article 590, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, et 17°, et les décisions visées à l'article 590, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, 4°, 5° et 16°, pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il en aggrave la peine. L'administration communale mentionne en outre, si l'intéressé fait l'objet d'une interdiction d'exercer une activité qui la mettrait en contact avec des mineurs, décidée par un juge ou une juridiction d'instruction en application de l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive. L'interdiction doit être mentionnée sur l'extrait jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée. Afin d'obtenir cette information, l'administration communale s'adresse au service de police locale ».

Cette disposition concerne les extraits de casier judiciaire dits « modèles 2 », remis aux particuliers qui en sollicitent la délivrance afin d'accéder à une activité qui les met en contact avec des mineurs.

*Quant au fond**En ce qui concerne le premier moyen*

B.3.1. La partie requérante reproche aux articles 2, 2<sup>o</sup>, 4, 1<sup>o</sup>, et 5, 1<sup>o</sup>, de la loi attaquée de prévoir que l'inscription au casier judiciaire des simples déclarations de culpabilité prononcées en application de l'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale est une information accessible tant aux administrations qui ont accès au casier judiciaire central qu'aux particuliers, parce qu'elle est mentionnée sur les extraits de casier judiciaire qui leur sont délivrés, durant une période de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui les prononce.

B.3.2. L'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale dispose :

« Si la durée des poursuites pénales dépasse le délai raisonnable, le juge peut prononcer la condamnation par simple déclaration de culpabilité ou prononcer une peine inférieure à la peine minimale prévue par la loi.

Si le juge prononce la condamnation par simple déclaration de culpabilité, l'inculpé est condamné aux frais et, s'il y a lieu, aux restitutions. La confiscation spéciale est prononcée ».

B.3.3. Garanti par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, le droit de tout justiciable à ce que sa cause soit entendue dans un délai raisonnable suppose que le juge vérifie, en tenant compte des circonstances de la cause et notamment de la complexité de l'affaire, de la conduite du requérant et du comportement des autorités compétentes, si le délai raisonnable n'a pas été dépassé. L'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale détermine les conséquences du dépassement du délai raisonnable lorsque celui-ci est constaté dans le cadre d'une procédure pénale. Cette disposition s'applique quelle que soit la gravité de l'infraction, en considération du fait que tout dépassement du délai raisonnable emporte une violation de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Le prévenu qui fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité est reconnu coupable des faits pour lesquels il était poursuivi mais ne peut se voir infliger aucune peine, hormis la confiscation spéciale, le juge ayant constaté que l'ampleur du dépassement du délai raisonnable en sa cause faisait obstacle au prononcé d'une sanction pénale. En revanche, la simple déclaration de culpabilité ne fait pas obstacle aux condamnations qui ne constituent pas une peine, ni aux mesures de sûreté.

B.4.1. En sa première branche, le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui garantissent le droit à un procès équitable. La partie requérante soutient que la publicité donnée à une simple déclaration de culpabilité, via les extraits de casier judiciaire délivrés aux administrations et aux particuliers, revêt un caractère infamant équivalant à celui d'une peine, alors que, précisément, le juge a refusé de prononcer une peine à l'égard de la personne concernée.

En ce qu'il dénonce la violation d'un droit fondamental à l'égard d'une catégorie de personnes, le moyen, en cette branche, invite la Cour à comparer la situation de ces personnes avec celle des personnes qui n'ont pas à subir une telle violation.

B.4.2. L'inscription d'une décision de justice au casier judiciaire n'est pas une sanction pénale, mais bien une mesure de sûreté, dont la finalité est l'information des services publics qui y ont accès et des particuliers qui demandent la production d'un extrait du casier. Elle vise également à protéger l'ordre public en incitant le coupable, qui sait que les autorités judiciaires peuvent être averties des infractions commises dans le passé, à éviter la commission future de nouvelles infractions. Bien que cette inscription, lorsqu'elle vise une peine prononcée par une juridiction pénale, participe au caractère infamant de la peine prononcée, elle ne revêt pas en elle-même un caractère infamant comparable à celui d'une sanction pénale.

B.4.3. La simple déclaration de culpabilité est prononcée par le juge qui constate que le délai raisonnable a été dépassé de façon telle qu'aucune peine ne peut être infligée. Ainsi qu'il est rappelé en B.3.3, la personne qui en fait l'objet est reconnue coupable des faits qui lui étaient reprochés et elle aurait été condamnée à une sanction pénale si la durée de la procédure n'avait pas excédé les limites du raisonnable. La gravité des faits n'exerce aucune influence sur la décision du juge qui prononce la simple déclaration de culpabilité, le choix de ne pas infliger de peine n'étant dicté que par l'ampleur du dépassement du délai raisonnable qu'il constate. Les faits concernés pouvant être graves, le législateur a pu estimer nécessaire de prévoir l'inscription de la simple déclaration de culpabilité au casier judiciaire de l'intéressé de sorte que celle-ci demeure parmi les informations conservées à son sujet et soit portée à la connaissance des autorités administratives et des particuliers de la même manière que les condamnations à des sanctions pénales.

B.4.4. Pour le surplus, même s'il fallait considérer que la publicité donnée aux simples déclarations de culpabilité par leur inscription sur les extraits de casier judiciaire destinés aux autorités administratives et aux particuliers pourrait porter atteinte au droit à un procès équitable des personnes concernées, cette atteinte ne saurait être jugée disproportionnée : d'une part, en vertu de l'article 594 du Code d'instruction criminelle, les autorités administratives ne peuvent avoir accès à ces informations que si elles y ont été autorisées par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission de la protection de la vie privée, et uniquement dans le cadre d'une fin déterminée par ou en vertu de la loi; d'autre part, les extraits de casier judiciaire destinés aux particuliers ne peuvent être délivrés qu'à la personne concernée et jamais à des tiers.

B.4.5. Enfin, dès lors que les articles 594, alinéa 2, et 595, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle prévoient que l'inscription au casier judiciaire des simples déclarations de culpabilité n'apparaît plus, après un délai de trois ans, ni parmi les informations auxquelles les autorités administratives ont accès, ni sur les extraits délivrés aux particuliers, la communication de l'inscription des simples déclarations de culpabilité au casier judiciaire est limitée dans le temps à l'égard de ces deux catégories de destinataires, de sorte que l'éventuelle atteinte au droit à un procès équitable ne saurait être jugée disproportionnée.

B.5.1. En sa deuxième branche, le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11, lus isolément ou en combinaison avec l'article 22 et avec l'article 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution. La partie requérante soutient qu'en réservant un sort identique, du point de vue de l'inscription au casier judiciaire, aux personnes qui font l'objet d'une simple déclaration de culpabilité en application de l'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale et à celles qui sont condamnées à une peine inférieure au minimum prévu par la loi en application de la même disposition, le législateur a porté une atteinte discriminatoire aux droits des premières au respect de leur vie privée et au libre choix d'une activité professionnelle.

B.5.2. En vertu de l'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale, le juge qui constate le dépassement du délai raisonnable peut soit réduire la peine qu'il prononce en deçà du minimum légal, soit prononcer une simple déclaration de culpabilité. Les prévenus qui sont condamnés à une peine réduite et ceux qui font l'objet d'une simple déclaration de culpabilité sont donc dans des situations semblables en ce que la gravité des faits qui leur sont reprochés, leur personnalité ainsi que leur éventuelle volonté d'amendement n'interviennent pas dans cette décision, le juge étant tenu d'appliquer l'article 21ter dès qu'il constate le dépassement du délai raisonnable.

La décision du juge étant gouvernée par la constatation de l'ampleur du dépassement du délai raisonnable, le critère de distinction entre les deux catégories de prévenus comparées par cette branche du moyen n'est pas lié aux faits qu'ils ont commis ou à leur situation personnelle, mais bien à un élément qui leur est étranger, à savoir la lenteur de l'appareil judiciaire dans leur cause. Ce critère ne présente aucun lien pertinent avec l'inscription de la décision au casier judiciaire de l'intéressé, qui a pour finalité de conserver l'information relative aux faits dont il s'est rendu coupable, de sorte que le législateur n'était pas tenu d'établir une différence de traitement entre ces deux catégories de prévenus. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont pas violés par le traitement identique, en ce qui concerne l'inscription au casier judiciaire, des prévenus condamnés à une peine réduite en application de l'article 21<sup>ter</sup> du titre préliminaire du Code de procédure pénale et de ceux qui font l'objet d'une simple déclaration de culpabilité en application de la même disposition.

B.5.3. Ainsi que le relève la requérante, la publicité qui est donnée aux simples déclarations de culpabilité par leur inscription au casier judiciaire peut porter atteinte au droit des personnes concernées au respect de leur vie privée et avoir des effets négatifs sur leur avenir socio-professionnel. Néanmoins, l'ingérence dans les droits garantis par les articles 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution n'est pas, pour les mêmes motifs que ceux qui sont indiqués en B.4.4 et en B.4.5, disproportionnée au regard du but poursuivi. En effet, les autorités administratives habilitées à prendre connaissance des informations visées ne peuvent le faire que dans le cadre d'une fin déterminée par ou en vertu de la loi, et les extraits de casier judiciaire destinés aux particuliers ne peuvent être délivrés à des tiers. Enfin, les effets que cette inscription pourrait avoir sur la vie privée et sur la réinsertion professionnelle de la personne concernée cessent après une période de trois ans.

B.6.1. En sa troisième branche, le premier moyen établit une comparaison entre la situation de la personne qui fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité et celle qui fait l'objet d'une décision ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire. Il est estimé qu'en traitant ces deux catégories de personnes de manière différente, les dispositions attaquées violent les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que les articles 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution.

B.6.2. Les décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire sont inscrites au casier judiciaire de l'intéressé. Toutefois, en application de l'article 594, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et de l'article 595, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du Code d'instruction criminelle, ces décisions ne sont jamais communiquées aux autorités administratives et elles ne sont jamais mentionnées sur les extraits de casier judiciaire délivrés aux particuliers.

B.6.3. La différence de traitement critiquée par cette branche du moyen repose sur le critère du type de décision judiciaire dont l'intéressé a fait l'objet. La décision ordonnant la suspension du prononcé ou la suspension probatoire se distingue de la simple déclaration de culpabilité en ce qu'elle est prise en considération des faits commis, des antécédents judiciaires du prévenu et de sa personnalité, et qu'elle ne peut être accordée que si les conditions légales sont réunies. L'objectif de cette mesure de clémence est de favoriser le reclassement de la personne concernée. En revanche, la simple déclaration de culpabilité doit être prononcée par le juge qui constate un dépassement important de la durée raisonnable de la procédure, et ce sans avoir égard ni aux faits commis, ni aux antécédents judiciaires ou à la personnalité du prévenu. Elle n'a pas pour objectif de favoriser la réinsertion de la personne concernée, mais constitue une sanction de la lenteur excessive des autorités judiciaires dans la cause de celle-ci.

B.6.4. Ces différences de nature et de finalité entre les deux figures juridiques justifient que le législateur ait estimé devoir empêcher que les autorités administratives ayant accès au casier judiciaire et les particuliers demandant la délivrance d'un extrait de casier judiciaire aient connaissance des décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire, sans qu'il soit tenu de prendre la même mesure à l'égard des décisions de simples déclarations de culpabilité. Il en découle que la différence de traitement repose sur un critère pertinent.

B.6.5. Enfin, pour des motifs identiques à ceux qui sont exposés en B.4.4, B.4.5 et B.5.3, l'atteinte portée au droit au respect de la vie privée et au droit au libre choix d'une activité professionnelle des personnes concernées par une simple déclaration de culpabilité n'est pas disproportionnée, de sorte que les articles 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution ne sont pas violés par les dispositions attaquées.

B.6.6. Le premier moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne le deuxième moyen*

B.7.1. La partie requérante reproche au législateur de n'avoir prévu ni l'effacement des simples déclarations de culpabilité, ni la possibilité pour la personne qui a fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité de solliciter et d'obtenir sa réhabilitation, alors qu'il décidait, en adoptant les dispositions attaquées, que ces décisions seraient inscrites au casier judiciaire de l'intéressé. L'inscription au casier judiciaire a pour conséquence que la décision est portée à la connaissance des autorités administratives ayant accès au casier judiciaire et des particuliers durant une période de trois ans, et qu'elle figurera toujours parmi les informations auxquelles les autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale ont accès. Le moyen compare la situation des personnes ayant fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité avec celle des personnes qui ont été condamnées à une peine et qui, en fonction de celle-ci, soit voient cette peine effacée automatiquement après trois ans en application de l'article 619 du Code d'instruction criminelle, soit ont la possibilité de demander et d'obtenir la réhabilitation en application de l'article 621 du même Code.

B.7.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le moyen ne doit pas être déclaré irrecevable pour tardiveté. En effet, il est dirigé non pas contre les articles 619 et 621 du Code d'instruction criminelle, mais bien contre l'absence dans la loi attaquée de disposition limitant automatiquement la durée de l'inscription des simples déclarations de culpabilité au casier judiciaire ou prévoyant une procédure de réhabilitation des personnes qui en ont fait l'objet. C'est en effet au moment où le législateur prévoit l'inscription des simples déclarations de culpabilité au casier judiciaire qu'il doit en régler également le terme éventuel.

B.7.3. Si le grief formulé par le deuxième moyen devait être compris comme visant l'information rendue disponible aux autorités administratives ou aux particuliers via leur accès au casier judiciaire ou les extraits qui leur sont délivrés, il ne serait pas fondé. A cet égard en effet, la situation des personnes qui font l'objet d'une simple déclaration de culpabilité est similaire à celle des personnes condamnées à une peine, voire plus favorable puisque l'information concernant la simple déclaration de culpabilité n'est plus accessible aux autorités administratives et aux particuliers après l'écoulement d'un délai de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui la prononce, quelle que soit la gravité des faits en cause, et sans que la personne concernée n'ait dû solliciter sa réhabilitation à cette fin.

Le grief peut également être compris comme portant sur le fait que les autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale ont un accès illimité dans le temps à l'information concernant les simples déclarations de culpabilité reprises au casier judiciaire. En revanche, les condamnations à des peines de police sont en principe, en vertu de l'article 619 du Code d'instruction criminelle, effacées du casier judiciaire après un délai de trois ans à compter de la décision judiciaire définitive qui les prononce, et les personnes qui ont été condamnées à des peines qui ne peuvent être effacées peuvent solliciter et obtenir leur réhabilitation en application de l'article 621 du même Code, réhabilitation qui est inscrite au casier judiciaire. La réhabilitation empêche, en vertu de l'article 634 du même Code, que la condamnation pour laquelle elle a été obtenue serve de base à la récidive ou fasse obstacle à une condamnation conditionnelle ultérieure pour de nouveaux faits. L'effacement emporte les mêmes effets.

B.7.4. Dans l'avis qu'il a rendu au sujet de l'avant-projet de loi, le Conseil d'Etat relevait que :

« Dès lors que l'avant-projet prévoit d'ajouter à la liste des informations enregistrées dans le casier judiciaire la mention des condamnations par simple déclaration de culpabilité prononcées en application de l'article 21<sup>ter</sup> de la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale, il n'y a pas de raison d'exclure les personnes ainsi condamnées du bénéfice des effets produits par l'effacement, qui s'applique aux condamnations à des peines de police, ou produits par la réhabilitation, qui s'applique aux condamnés à des peines criminelles ou correctionnelles. Ces effets sont énumérés à l'article 634 du Code d'instruction criminelle. [Il] s'agit, comme c'est déjà le cas pour les condamnés à des peines, de faire cesser pour l'avenir tous les effets de la condamnation et notamment d'empêcher la mention de cette condamnation dans les extraits du casier judiciaire produits par les autorités judiciaires en cas de poursuite ultérieure pour des infractions nouvelles » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1997/001, pp. 17-18).

Selon les travaux préparatoires, le texte a toutefois été maintenu pour les raisons suivantes :

« En prévoyant ici que ces condamnations [à une simple déclaration de culpabilité] ne sont plus mentionnées sur les extraits de casier judiciaire destinés aux administrations, plutôt que de faire effacer ces condamnations après trois ans, principe de l'effacement des condamnations visé à l'article 619 du Code d'instruction criminelle, l'objectif est de permettre aux services et autorités notamment judiciaires visés à l'article 593 du Code d'instruction criminelle, d'avoir connaissance de ces condamnations, prononcées parfois pour des faits graves, même après un délai de trois ans.

[...]

En prévoyant ici aussi que ces condamnations ne sont plus mentionnées après trois ans sur les extraits de casier judiciaire destinés aux particuliers, plutôt que de faire effacer ces condamnations après trois ans, l'objectif est ici aussi de faire une différence entre les informations portées à la connaissance de différentes catégories de destinataires, d'une part les services judiciaires qui doivent avoir une information complète des antécédents judiciaires, et d'autre part les administrations et les particuliers pour lesquels le reclassement social de la personne doit être davantage pris en compte » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1997/001, pp. 8-9).

B.7.5. Le législateur aurait certes pu prévoir, en décidant de l'inscription des simples déclarations de culpabilité au casier judiciaire, un mécanisme en permettant la suppression automatique ou à la demande des personnes concernées dans certaines conditions. Toutefois, de ce qu'il n'a pas choisi d'aligner le régime de l'inscription des simples déclarations de culpabilité sur celui de l'inscription des peines effectivement prononcées, il ne découle pas nécessairement qu'il aurait violé les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.7.6. L'objectif d'assurer une information complète des autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale quant aux faits pénalement répréhensibles commis dans le passé par les personnes renseignées au casier judiciaire central justifie que les décisions de simple déclaration de culpabilité, qui peuvent concerner des faits graves, ne soient pas effacées purement et simplement après l'écoulement d'un certain délai.

B.7.7. La réhabilitation, qui n'est d'ailleurs pas automatique, n'a pas non plus pour effet d'effacer les condamnations qu'elle concerne du casier judiciaire, mais elle les rend inaccessibles aux autorités administratives et empêche qu'elles soient encore mentionnées sur les extraits destinés aux particuliers. Par contre, l'information concernant ces condamnations reste accessible aux autorités chargées de l'exécution des missions judiciaires en matière pénale, les arrêts de réhabilitation étant également mentionnés au casier judiciaire en application de l'article 590, alinéa 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, du Code d'instruction criminelle. Sur le plan de l'information des autorités judiciaires, la situation des prévenus qui ont fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité et celle des prévenus qui ont été condamnés à une peine ne diffèrent donc pas fondamentalement en ce que les renseignements concernant les faits commis leur restent, dans les deux cas, accessibles.

La situation ne diffère que lorsque le prévenu a été condamné à une peine de police qui a été effacée automatiquement, alors que la simple déclaration de culpabilité prononcée pour des faits similaires n'est pas effacée. Toutefois, à ce sujet, il faut également avoir égard au fait que les personnes qui ont accès à ces informations sont des autorités qui doivent interpréter correctement les données relatives aux faits commis, et notamment évaluer leur gravité et l'importance à leur accorder compte tenu de leur ancienneté.

B.7.8. L'effacement et la réhabilitation ont également pour effet que les condamnations qui en font l'objet ne peuvent plus servir de base à l'application du régime de la récidive et qu'elles ne peuvent plus représenter un obstacle à l'octroi d'une suspension ou d'un sursis pour des faits commis ultérieurement.

La simple déclaration de culpabilité ne peut pas non plus servir de base à l'application du régime de la récidive organisé aux articles 54 à 57 et 565 du Code pénal, parce qu'elle n'inflige aucune peine au prévenu. La récidive suppose en effet que le prévenu ait été précédemment condamné à une peine. De même, la simple déclaration de culpabilité n'empêche pas le prévenu de bénéficier ultérieurement de l'octroi d'une suspension ou d'un sursis. En effet, l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation dispose que la suspension du prononcé de la condamnation peut être ordonnée « en faveur du prévenu qui n'a pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal de plus de six mois », ce qui est le cas de la personne qui a fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité. De même, l'article 8 de la même loi dispose que le sursis peut être octroyé au condamné qui n'a « pas encouru antérieurement de condamnation à une peine criminelle ou à un emprisonnement principal de plus de douze mois », ce qui, à nouveau, est le cas de la personne qui a fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité.

Il en résulte que l'absence de possibilité de suppression de la mention des simples déclarations de culpabilité n'a pas pour effet d'aggraver la situation des personnes concernées en matière de récidive et ne les prive pas de la possibilité d'obtenir ultérieurement l'application à leur profit des dispositions relatives à la suspension ou au sursis.

B.7.9. Il découle de ce qui précède que la situation des personnes qui font l'objet d'une simple déclaration de culpabilité n'est pas plus défavorable que celle des personnes qui ont été condamnées en ce qui concerne les effets de l'inscription de ces décisions au casier judiciaire central. Les articles 10 et 11 de la Constitution ne sont, en conséquence, pas violés par les dispositions attaquées ou par l'absence de possibilité de suppression de la mention des simples déclarations de culpabilité prononcées en application de l'article 21<sup>ter</sup> du titre préliminaire du Code de procédure pénale.

B.7.10. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne les troisième à sixième moyens*

B.8.1. Les troisième à sixième moyens concernent l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, remplacé par l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi du 31 juillet 2009 attaquée. Cette disposition énumère les mentions qui doivent figurer sur les extraits de casier judiciaire délivrés aux personnes qui le demandent en vue d'accéder à une fonction ou une activité les mettant en contact avec des mineurs (extraits de casier judiciaire dits « modèle 2 »).

B.8.2. En application de l'article 596, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle, les extraits de casier judiciaire ordinaires, dits « modèle 1 », mentionnent toujours, lorsque la demande en est faite en vue d'accéder à une activité dont les conditions d'accès ou d'exercice sont définies par des dispositions légales ou réglementaires, les déchéances ou interdictions qui ont pour effet d'interdire à la personne concernée d'exercer cette activité.

L'article 596, alinéa 2, du même Code prévoit quant à lui que l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 » mentionne, outre ces informations et celles qui figurent sur les extraits ordinaires « modèle 1 » :

— les condamnations à une peine criminelle, correctionnelle ou de police pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il aggrave la peine, même au-delà du délai de trois ans après lequel certaines de ces condamnations n'apparaissent plus sur les extraits « modèle 1 » ;

— les condamnations par simple déclaration de culpabilité prononcées en application de l'article 21<sup>ter</sup> du titre préliminaire du Code de procédure pénale pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il aggrave la peine, même au-delà du délai de trois ans après lequel ces décisions n'apparaissent plus sur les extraits « modèle 1 » ;

— les décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire, constatant la révocation de la suspension ou prononçant la révocation de la suspension probatoire, ou remplaçant la suspension simple par la suspension probatoire, pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il aggrave la peine ;

— les décisions d'internement, de mise en liberté définitive ou à l'essai et de réintégration, prises à l'égard des anormaux par application des articles 7 et 18 à 20 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1964 de défense sociale, pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il aggrave la peine ;

— les décisions de mise à la disposition du gouvernement et d'internement prises à l'égard des récidivistes, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels, pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il aggrave la peine ;

— les décisions rendues en matière pénale par des juridictions étrangères à charge de Belges, pour des faits commis à l'égard d'un mineur, et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou qu'il aggrave la peine, ainsi que les mesures d'amnistie, d'effacement de condamnation ou de réhabilitation prises par une autorité étrangère.

Sur l'extrait « modèle 2 » figure également la décision du juge ou d'une juridiction d'instruction interdisant à l'intéressé d'exercer une activité qui le mettrait en contact avec des mineurs en application de l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive.

B.8.3. L'exposé des motifs du projet de loi qui a donné lieu à la loi attaquée indique qu'elle vise à « ancrer légalement l'extrait du casier judiciaire 'modèle 2' (article 596, alinéa 2, CIC) et [à] en définir plus clairement le contenu, afin d'obtenir un équilibre acceptable entre l'intérêt individuel (droit à la vie privée) et l'intérêt public, plus spécifiquement dans le cadre de la protection de la jeunesse » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1997/001, p. 5).

Le commentaire de l'article attaqué expose :

« L'alinéa 2 est modifié, afin d'élargir les catégories de décisions et de condamnations mentionnées sur l'extrait destiné aux activités qui attribuent à la personne concernée une responsabilité à l'égard de mineurs. Désormais, cet extrait mentionnera également les suspensions du prononcé de la condamnation, les simples déclarations de culpabilité et les condamnations prononcées à l'étranger à charge de Belges, lorsque ces décisions sont prononcées pour des faits visés dans cet alinéa. Ces trois nouvelles informations mentionnées impliquent au moins la culpabilité de l'intéressé : il a été reconnu coupable des faits » (*ibid.*, p. 9).

#### Troisième moyen

B.9. Par le troisième moyen, la partie requérante fait grief à l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi du 31 juillet 2009 attaquée, qui remplace l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, de prévoir qu'un extrait de casier judiciaire spécifique, dit « modèle 2 », comportant plus d'informations que les extraits ordinaires est remis aux particuliers qui en sollicitent la délivrance en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs. Elle estime que cette disposition viole les articles 10, 11, 22, 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, et 24, § 4, de la Constitution, combinés avec l'article 5 de la Convention du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et avec l'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, b), de la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

B.10.1. Le Conseil des ministres estime que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation des articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, parce que la partie requérante n'expose pas quelles sont les catégories de personnes qu'elle entend comparer et en quoi consisterait la discrimination dénoncée.

En ce que le moyen critique les dispositions particulières relatives aux extraits de casier judiciaire « modèle 2 », il est suffisamment clair qu'il dénonce une discrimination entre les personnes qui doivent produire ce type d'extrait de casier judiciaire, ce qui est notamment le cas lorsqu'une fonction dans l'enseignement est postulée, et les personnes à qui il est demandé de produire un extrait de casier judiciaire « modèle 1 ».

B.10.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le moyen ne doit pas être déclaré irrecevable pour le motif que les griefs formulés pouvaient l'être également à l'encontre de l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle ancien, remplacé par l'article 6, 1<sup>o</sup>, attaqué. En adoptant cette disposition, qui est partiellement similaire à celle qu'elle remplace, le législateur a légiféré à nouveau et s'est réapproprié les dispositions anciennes de portée similaire.

B.10.3. Enfin, il ressort des mémoires déposés par le Conseil des ministres qu'il a été en mesure de répondre aux griefs formulés par la partie requérante dans ce troisième moyen, de sorte que l'exception tirée du caractère obscur du moyen ne peut être accueillie.

B.11.1. Le troisième moyen, en sa première branche, reproche à la disposition attaquée de créer indirectement une interdiction professionnelle pour les personnes qui ont fait l'objet d'une décision qui doit figurer sur l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 », alors même que le juge n'aurait pas estimé nécessaire de prononcer une interdiction visée à l'article 382<sup>bis</sup> du Code pénal, voire aurait accordé la suspension du prononcé de manière à ne pas nuire à la réputation du prévenu.

B.11.2. En instituant l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 », le législateur a cherché « un juste équilibre entre les différents intérêts en cause : protection de l'enfant, droit au travail et à son libre choix, respect de la vie privée, présomption d'innocence » (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, DOC 52-1997/003, p. 6). L'introduction, dès l'adoption de la loi du 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, de cet extrait spécifique destiné aux personnes qui postulent un emploi ou une activité qui les met en présence de mineurs a été jugée nécessaire par le législateur car « certaines formes de récidive en matière d'abus sexuels et de violences commis sur des enfants doivent être combattues plus efficacement » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n<sup>o</sup> 988/4, p. 7).

B.11.3. La protection des mineurs contre toute forme d'abus et de violences commis à leur égard est un objectif légitime qui peut justifier cette différence de traitement entre les personnes qui sollicitent la délivrance d'un extrait « modèle 1 » et celles qui demandent la délivrance d'un extrait « modèle 2 ». Le législateur a pu, en considération de l'importance du préjudice subi par les mineurs victimes de tels actes, prendre toutes les dispositions propres à éviter les risques de récidive dans le chef de personnes qui ont par le passé été reconnues coupables d'actes répréhensibles sur des mineurs. Il relève de son pouvoir d'appréciation de décider des mesures adéquates pour réduire ce risque de récidive. A cet égard, l'information complète des responsables d'institutions ou d'organisations dans lesquelles se déroulent des activités destinées aux mineurs au sujet de faits dont les candidats à un emploi ou une activité dans ces institutions ou organisations se sont rendus coupables sur des mineurs est un moyen adéquat pour diminuer ces risques.

La différence de traitement entre les personnes à qui il peut être demandé de produire un extrait de casier judiciaire « modèle 2 » et celles à qui il n'est pas demandé de produire un tel extrait repose sur le fait que les premières sollicitent un emploi ou une responsabilité dans un secteur qui les met en contact avec des mineurs. Le critère de différenciation est dès lors pertinent par rapport à l'objectif de protection des mineurs poursuivi par la disposition attaquée. Les articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution ne sont pas violés.

B.11.4. Il ne peut être nié, comme le soutient la requérante, que la mention des informations critiquées sur l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 » aura pour effet d'augmenter les difficultés qu'éprouveront certaines personnes à trouver un emploi dans le domaine de l'enseignement, de l'éducation, et des secteurs d'activités les mettant en contact avec des mineurs. Un tel effet représente une atteinte à la vie privée et au libre choix d'une profession des personnes concernées. L'objectif légitime d'assurer la sécurité des mineurs qui sont confiés à ou qui fréquentent ces institutions ou organisations justifie toutefois que les personnes qui en sont responsables disposent d'une information complète qui leur permette d'apprécier non pas la dangerosité *in abstracto* de la personne qui les sollicite, ce que le juge a éventuellement déjà fait en décidant de ne pas prononcer d'interdiction professionnelle, mais bien l'opportunité, compte tenu des caractéristiques de leur institution, de lui confier un poste ou une responsabilité qui la mettrait en contact avec des mineurs.

B.11.5. Enfin, l'institution d'un extrait de casier judiciaire spécifique « modèle 2 » comportant ces informations répond au souci de ne pas stigmatiser les personnes concernées de façon disproportionnée, puisque pour toutes les autres hypothèses dans lesquelles elles seront amenées à devoir présenter un extrait de casier judiciaire, elles peuvent obtenir un extrait « modèle 1 », sur lequel les informations litigieuses n'apparaissent pas ou n'apparaissent plus après l'écoulement d'un certain délai.

B.11.6. Il résulte de ce qui précède que l'ingérence dans le droit à la vie privée et dans le droit au libre choix d'une activité professionnelle des personnes concernées n'est pas disproportionnée, de sorte que les articles 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution ne sont pas violés.

B.12.1. Le troisième moyen, en sa deuxième branche, fait grief à la disposition attaquée de manquer de prévisibilité, corollaire du principe de légalité garanti par les articles 22 et 23 de la Constitution, parce qu'elle n'énonce pas les hypothèses dans lesquelles un extrait de casier « modèle 2 » peut être sollicité par l'employeur potentiel. La partie requérante indique que ce principe de prévisibilité est renforcé par l'article 5 de la Convention du 28 janvier 1981 pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel et par l'article 6 de la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en ce que ces deux dispositions imposent d'arrêter préalablement la finalité de toute banque de données et de limiter l'usage des données recueillies en dehors de cette finalité.

B.12.2. En garantissant que chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi, l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution pose une exigence de légalité et de prévisibilité à laquelle toute atteinte à ce droit doit satisfaire.

L'article 23 de la Constitution est étranger aux griefs invoqués.

L'article 5 de la Convention précitée du 28 janvier 1981 dispose :

« Les données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement automatisé sont :

- a. obtenues et traitées loyalement et licitement;
- b. enregistrées pour des finalités déterminées et légitimes et ne sont pas utilisées de manière incompatibles avec ces finalités;
- c. adéquates, pertinentes et non excessives par rapport aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées;
- d. exactes et si nécessaire mises à jour;
- e. conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont enregistrées ».

L'article 6, paragraphe 1<sup>er</sup>, b), de la Directive 95/46/CE précitée dispose :

« Les Etats membres prévoient que les données à caractère personnel doivent être :

[...]

b) collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne pas être traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités. Un traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques ou scientifiques n'est pas réputé incompatible pour autant que les Etats membres prévoient des garanties appropriées ».

B.12.3. L'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle énonce que l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 » est délivré lorsque la demande en est faite « en vue d'accéder à une activité qui relève de l'éducation, de la guidance psycho-médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement de mineurs ». Ce faisant, il définit en des termes clairs et suffisamment précis la finalité de l'institution de l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 », et les hypothèses dans lesquelles il peut être exigé par le responsable d'une organisation de jeunesse ou d'activités destinées aux mineurs qu'une personne qui sollicite un emploi, un poste ou une responsabilité produise un extrait de casier judiciaire « modèle 2 » en lieu et place d'un extrait de casier judiciaire « modèle 1 ».

Les normes invoquées dans la deuxième branche du troisième moyen ne sont donc pas violées.

B.12.4. Pour le surplus, en ce qu'elle dénonce le fait que la loi sur le casier judiciaire central ne réglemente pas avec précision les hypothèses dans lesquelles un extrait de casier judiciaire peut être exigé des particuliers, la critique n'est pas dirigée contre la disposition attaquée et ne doit donc pas être examinée.

B.13.1. Par la troisième branche du troisième moyen, la partie requérante dénonce une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée et au droit au libre choix d'une profession puisque l'objectif poursuivi serait suffisamment réalisé par la possibilité qu'a le juge de prononcer une interdiction ou d'imposer le respect de conditions contrôlées par les services de probation.

B.13.2. Compte tenu de l'importance de l'objectif de protection de la sécurité et de l'intégrité physique et psychique des mineurs qu'il poursuivait, le législateur a pu considérer qu'il s'imposait d'assurer l'information complète des responsables d'institutions ou d'activités dans le secteur de la jeunesse quant aux personnes à qui ils confient des responsabilités à l'égard de mineurs ou qu'ils mettent en contact régulier avec des mineurs. A cet égard, la possibilité qu'a le juge de prononcer une interdiction professionnelle lorsque l'inculpé est reconnu coupable d'une des infractions énumérées à l'article 382bis du Code pénal lui permet d'interdire l'accès à certaines professions, de manière générale. Par contre, l'objectif d'écartier le risque de récidive peut justifier que les responsables des institutions ou organisations à qui sont confiés des mineurs puissent juger, de façon spécifique, en tenant compte des caractéristiques de l'institution et de l'emploi ou de la fonction envisagés, s'il est opportun de confier une responsabilité dans leur institution à la personne intéressée, compte tenu des faits répréhensibles dont cette personne se serait, par le passé, rendue coupable.

B.13.3. Le troisième moyen n'est pas fondé.

#### *Quatrième moyen*

B.14.1. Le quatrième moyen reproche à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, qui détermine le contenu des extraits de casier judiciaire « modèle 2 », de prévoir que les simples déclarations de culpabilité prononcées en application de l'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale, lorsqu'elles concernent des faits commis à l'égard d'un mineur et pour autant que cet élément soit constitutif de l'infraction ou aggrave la peine, figurent sur ces extraits sans aucune limitation dans le temps, alors qu'en application de l'article 595, alinéa 2, ces décisions ne sont plus mentionnées sur les extraits de casier judiciaire « modèle 1 » après un délai de trois ans à compter de la date de la décision judiciaire définitive qui les prononce. La partie requérante estime que cette absence de limitation dans le temps viole les articles 10, 11, 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, combinés avec l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 14, paragraphe 3, c), du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

B.14.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le moyen ne doit pas être déclaré irrecevable pour tardiveté. En effet, il n'est pas dirigé contre les articles 619 et 621 du Code d'instruction criminelle, mais bien contre l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi attaquée qui prévoit que les décisions de simple déclaration de culpabilité qui concernent des faits commis à l'égard d'un mineur sont mentionnées sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 » sans limitation dans le temps.

Par ailleurs, le moyen est suffisamment clair en ce qu'il compare les personnes à qui sont délivrés les extraits de casier judiciaire « modèle 1 », sur lesquels la mention des simples déclarations de culpabilité ne figure plus après un délai de trois ans, et les personnes à qui sont délivrés les extraits de casier judiciaire « modèle 2 ».

B.15.1. Il est raisonnablement justifié, pour les motifs exposés en B.11, que le législateur se préoccupe d'assurer l'information complète des personnes qui sont responsables d'institutions ou d'organisations auxquelles des mineurs sont confiés, en vue de réduire le plus possible les risques de récidive de la part d'auteurs de faits répréhensibles commis sur des mineurs. A cet égard, l'information des responsables concernés doit porter d'abord sur les faits commis et sur leur gravité. La circonstance que ceux-ci ont été constatés à l'occasion d'une procédure qui a dépassé les limites du délai raisonnable, de sorte que le juge a, en application de l'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale, prononcé une simple déclaration de culpabilité à l'égard du prévenu, ne diminue pas l'intérêt de cette information pour la réalisation de l'objectif de protection des mineurs. Les personnes responsables d'institutions ou d'organisations, destinataires de cette information, seront par ailleurs à même de juger, en toute connaissance de cause, en tenant compte notamment de la situation concrète de la personne concernée, du poste ou de l'emploi sollicité, mais également de l'ancienneté des faits, s'il est opportun de répondre positivement à la sollicitation.

Cette différence de traitement n'est pas dépourvue de justification raisonnable.

B.15.2. Il y a lieu de relever toutefois que si l'auteur des faits punissables commis à l'égard d'un mineur avait été jugé au terme d'une procédure qui n'avait pas excédé le délai raisonnable, il aurait pour ces faits encouru une condamnation. Dans cette hypothèse, il aurait eu par la suite, et moyennant la satisfaction d'un certain nombre de conditions strictes, la possibilité de demander et le cas échéant d'obtenir sa réhabilitation en application des articles 621 à 634 du Code d'instruction criminelle. La réhabilitation a pour effet d'empêcher la mention des condamnations qu'elle concerne sur les extraits de casier judiciaire de la personne concernée. Or, ainsi qu'il a été observé à l'occasion de l'examen du deuxième moyen, les personnes qui font l'objet d'une simple déclaration de culpabilité en application de l'article 21ter du titre préliminaire du Code de procédure pénale ne subissent pas de condamnation, de sorte qu'elles ne peuvent pas non plus solliciter leur réhabilitation.

Si cette différence de traitement n'est pas discriminatoire en ce qu'elle concerne les extraits de casier judiciaire « modèle 1 », pour les raisons exposées lors de l'examen du deuxième moyen, il n'en va pas de même en ce qui concerne les extraits de casier judiciaire « modèle 2 ». En effet, sur ces derniers, les simples déclarations de culpabilité, lorsqu'elles concernent des faits commis sur des mineurs, apparaissent sans aucune limitation de temps, sans qu'aucune possibilité existe pour la personne concernée de demander leur effacement ou de postuler sa réhabilitation, même après l'écoulement d'un délai assez important. Il en résulte que la personne qui, pour les mêmes faits, a été condamnée est traitée de manière plus favorable que celle qui a fait l'objet d'une simple déclaration de culpabilité, sans qu'existe pour cette différence de traitement une justification raisonnable.

B.15.3. Il revient au législateur de mettre fin à la discrimination constatée. Celle-ci trouve son origine non pas dans la disposition attaquée, mais bien dans l'absence d'une disposition permettant à la personne concernée d'obtenir, dans certaines conditions, la suppression de la mention de la déclaration de culpabilité dans l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 ».

#### *Cinquième moyen*

B.16.1. Le cinquième moyen fait grief à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, remplacé par l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi attaquée, de prévoir que figure sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 » délivrés aux particuliers la mention des décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire. La partie requérante estime que cette inscription viole les articles 10, 11, 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.16.2. Contrairement à ce que soutient le Conseil des ministres, le moyen est suffisamment clair en ce qu'il compare la situation des personnes qui ont fait l'objet d'une décision de suspension, probatoire ou non, du prononcé de la condamnation et qui sollicitent la délivrance d'un extrait de casier judiciaire « modèle 2 » avec celle des personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation effective.

B.17.1. Il est raisonnablement justifié, pour les motifs exposés en B.11, que le législateur se préoccupe d'assurer l'information complète des personnes qui sont responsables d'institutions ou d'organisations auxquelles des mineurs sont confiés, en vue de réduire le plus possible les risques de récidive de la part d'auteurs de faits répréhensibles commis sur des mineurs. A cet égard, l'information des responsables concernés doit porter d'abord sur les faits commis et sur leur gravité. La décision du juge d'accorder une mesure de faveur au prévenu en ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation est certes un élément qui pourra être pris en considération par la personne responsable,

mais, compte tenu de l'importance de l'objectif poursuivi par le législateur en ce qui concerne la protection de l'intégrité physique et psychique des mineurs qui lui sont confiés, il n'est pas déraisonnable qu'elle puisse disposer d'une information complète lui permettant de juger, de manière concrète, de l'opportunité de confier un poste ou un emploi mettant la personne concernée en contact avec ces mineurs.

B.17.2. L'information relative aux décisions ordonnant la suspension du prononcé de la condamnation ou la suspension probatoire ne figure, en application de la disposition contestée, que sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 ». Elle ne constitue donc une atteinte au droit au respect de la vie privée, au droit au libre choix d'une activité professionnelle ou encore au droit à un procès équitable de la personne concernée que dans la mesure où celle-ci souhaite accéder à une activité qui la met en contact avec des mineurs et, éventuellement, lui confère autorité sur eux. Dans toutes les autres hypothèses dans lesquelles la personne ayant bénéficié d'une telle mesure prononcée par le juge sera amenée à produire un extrait de casier judiciaire, elle présentera un extrait « modèle 1 », sur lequel les informations en cause n'apparaîtront pas, de sorte que dans tous ces domaines, la mesure de suspension ou de suspension probatoire pourra sortir pleinement ses effets et bénéficier à la personne concernée en favorisant son reclassement social et professionnel.

Il en résulte que la disposition en cause n'a pas d'effets disproportionnés.

B.17.3. Le cinquième moyen n'est pas fondé.

#### *Sixième moyen*

B.18.1. Par le sixième moyen, la partie requérante fait grief à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, remplacé par l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi attaquée, de prévoir que la mention de ce qu'une personne fait l'objet d'une interdiction d'exercer une activité qui la mettrait en contact avec des mineurs, décidée par un juge ou une juridiction d'instruction comme alternative à une mesure de détention préventive, figure sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 » jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée, sans avoir égard au fait que le juge qui a décidé l'interdiction en cause pourrait être amené à ne pas la renouveler ou à la retirer en fonction de l'évolution de l'instruction. Elle estime que la mention de l'interdiction sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 » alors que l'interdiction aurait été levée avant le moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée viole les articles 10, 11, 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution, combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.18.2. L'objection soulevée par le Conseil des ministres, tirée de l'absence de comparaison explicite dans l'argumentation développée dans la requête, ne peut être accueillie dès lors qu'est également dénoncée la violation des droits fondamentaux au respect de la vie privée, au libre choix d'une activité professionnelle et au procès équitable. La catégorie de personnes dont ces droits fondamentaux seraient violés doit être comparée avec celles des personnes qui n'ont pas à subir une telle violation.

B.19.1. L'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive dispose :

« Dans les cas où la détention préventive peut être ordonnée ou maintenue dans les conditions prévues à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, le juge d'instruction peut, d'office, sur réquisition du ministère public ou à la demande de l'inculpé, laisser l'intéressé en liberté en lui imposant de respecter une ou plusieurs conditions, pendant le temps qu'il détermine et pour un maximum de trois mois ».

L'article 8 de la loi du 31 juillet 2009, qui n'est pas attaqué, complète cette disposition d'un alinéa 2 qui dispose :

« Il peut interdire à l'intéressé d'exercer une activité qui le mettrait en contact avec des mineurs ».

B.19.2. La mention de cette interdiction sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 » répond à l'objectif d'assurer l'effectivité de cette interdiction prononcée par le juge d'instruction comme condition permettant à l'intéressé de ne pas subir de détention préventive. Elle n'est pas critiquable en soi et n'est d'ailleurs pas l'objet du grief de la partie requérante.

B.19.3. Par contre, en ce que l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, remplacé par la disposition attaquée, prévoit que « l'interdiction doit être mentionnée sur l'extrait jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée », il ne prévoit pas l'hypothèse dans laquelle cette interdiction est levée ou n'est pas prolongée au cours de l'instruction ou de la phase de jugement. Dans ce cas, il n'est pas justifié que cette interdiction continue à figurer sur les extraits de casier judiciaire « modèle 2 » jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée, ce moment pouvant être fort éloigné dans le temps. Dès que cette interdiction est levée ou qu'elle n'est pas prolongée, elle doit être omise de l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 ».

Dans la mesure où la disposition attaquée prévoit le maintien de cette mention « jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée », elle viole les articles 10 et 11 de la Constitution. Il n'est dès lors pas nécessaire d'examiner si cette mesure constitue en outre une violation des articles 22 et 23, alinéa 3, 1<sup>o</sup>, de la Constitution ou des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.19.4. Le sixième moyen est fondé.

Il y a lieu d'annuler dans l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle remplacé par l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central, les mots « jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée », de sorte que cette disposition doit être comprise désormais comme prévoyant que la mention de l'interdiction est omise de l'extrait de casier judiciaire « modèle 2 » dès que l'interdiction est levée ou lorsqu'elle n'est pas renouvelée.

Par ces motifs,

la Cour

— annule dans l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, remplacé par l'article 6, 1<sup>o</sup>, de la loi du 31 juillet 2009 portant diverses dispositions concernant le Casier judiciaire central, les mots « jusqu'au moment où le jugement qui s'ensuit acquiert force de chose jugée »;

— sans préjudice de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution constatée en B.15.2, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, à l'audience publique du 13 janvier 2011.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux.

Le président,  
M. Melchior.



## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2011 — 740

[2011/200394]

## Uittreksel uit arrest nr. 1/2011 van 13 januari 2011

Rolnummer 4884

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 2, 2°, 4, 1°, 5, 1°, en 6 van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafrechtregister, ingesteld door de vzw « Ligue des Droits de l'Homme ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters R. Henneuse en M. Bossuyt, de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey en P. Nihoul, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, emeritus voorzitter M. Melchior, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van emeritus voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 maart 2010 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 2 maart 2010, heeft de vzw « Ligue des Droits de l'Homme » , met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kogelstraat 22, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 2, 2°, 4, 1°, 5, 1°, en 6 van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafrechtregister (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 augustus 2009, tweede editie).

(...)

II. *In rechte*

(...)

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.1. De verzoekende partij vordert de vernietiging van de artikelen 2, 2°, 4, 1°, 5, 1°, en 6 van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafrechtregister. Die bepalingen wijzigen de artikelen 590, eerste lid, 594, tweede lid, 595, tweede lid, en 596 van het Wetboek van strafvordering.

B.2.1. De bepalingen van het Wetboek van strafvordering die op het centraal strafregister betrekking hebben, werden daarin ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1997, die het bestaan van dat strafregister wettelijk heeft verankerd. In artikel 589 van het Wetboek van strafvordering wordt het centraal strafregister omschreven als « een systeem van geautomatiseerde verwerking gehouden onder het gezag van de Minister van Justitie waarin [...] gegevens betreffende beslissingen genomen in strafzaken of ter bescherming van de maatschappij worden geregistreerd, bewaard en gewijzigd ».

Het tweede lid van het voormelde artikel 589 bepaalt :

« De doelstelling van het Strafrechtregister bestaat erin de daarin geregistreerde gegevens mede te delen aan :

1° de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken;

2° de administratieve overheden met het oog op de toepassing van bepalingen waarvoor kennis is vereist van het gerechtelijk verleden van de personen op wie administratieve maatregelen betrekking hebben;

3° particulieren ingeval zij een uittreksel uit het Strafrechtregister moeten voorleggen;

4° buitenlandse overheden in de gevallen omschreven in internationale overeenkomsten ».

B.2.2. In artikel 590 van het Wetboek van strafvordering worden de gegevens opgesomd die voor elke persoon in het strafregister worden opgenomen. Bij artikel 2, 2°, van de bestreden wet wordt die opsomming aangevuld met onder meer een 17° dat betrekking heeft op :

« de veroordelingen met eenvoudige schuldigverklaring uitgesproken met toepassing van artikel 21ter van de wet van 17 april 1878, houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering ».

B.2.3. Artikel 594 van het Wetboek van strafvordering maakt het de Koning mogelijk om aan bepaalde administratieve overheden toegang te verlenen tot de in het strafregister opgenomen gegevens. Het tweede lid van dat artikel bepaalt dat die overheden, na een termijn van drie jaar, geen toegang meer hebben tot gegevens betreffende bepaalde veroordelingen die daarin worden opgesomd. Bij artikel 4, 1°, van de bestreden wet worden de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring in die opsomming ingevoegd.

B.2.4. Artikel 595 van het Wetboek van strafvordering maakt het elke persoon mogelijk een uittreksel uit het strafregister te verkrijgen dat een overzicht bevat van de daarin opgenomen persoonsgegevens die op hem betrekking hebben. Het tweede lid van dat artikel bepaalt dat sommige veroordelingen die daarin worden opgesomd, niet meer op dat uittreksel worden vermeld na een termijn van drie jaar. Bij artikel 5, 1°, van de bestreden wet worden de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring in die opsomming ingevoegd.

B.2.5. Artikel 6, 1°, van de bestreden wet vervangt artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering door de volgende bepaling :

« Wanneer het uittreksel wordt aangevraagd ten einde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt, vermeldt het uittreksel behalve de veroordelingen en de beslissingen bedoeld in het eerste lid, ook de veroordelingen bedoeld in artikel 590, eerste lid, 1° en 17°, en de beslissingen bedoeld in artikel 590, eerste lid, 2°, 4°, 5° en 16°, voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwaaert. De gemeentelijke administratie vermeldt bovendien of de betrokkene het voorwerp uitmaakt van een verbod om een activiteit uit te oefenen die hem in contact zou brengen met minderjarigen, uitgesproken door een rechter of een onderzoeksgerecht met toepassing van artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis. Het verbod dient op het uittreksel te worden vermeld tot op het moment dat de daarop volgende rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen. Teneinde deze informatie te verkrijgen, wendt de gemeentelijke administratie zich tot de lokale politiedienst ».

Die bepaling heeft betrekking op de uittreksels uit het strafregister « model 2 », die worden overhandigd aan particulieren die de uitreiking ervan vragen om toegang te krijgen tot een activiteit waarbij zij in contact komen met minderjarigen.

*Ten gronde**Wat het eerste middel betreft*

B.3.1. De verzoekende partij klaagt aan dat de artikelen 2, 2°, 4, 1°, en 5, 1°, van de bestreden wet bepalen dat het opnemen, in het strafregister, van de eenvoudige schuldigverklaringen uitgesproken met toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, informatie is die zowel voor de besturen die toegang hebben tot het centraal strafregister, als voor de particulieren toegankelijk is, aangezien zij wordt vermeld op de uittreksels uit het strafregister die hun worden uitgereikt, gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij zijn uitgesproken.

B.3.2. Artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering bepaalt :

« Indien de duur van de strafvervolgung de redelijke termijn overschrijdt, kan de rechter de veroordeling bij eenvoudige schuldigverklaring uitspreken of een straf uitspreken die lager kan zijn dan de wettelijke minimumstraf.

Wanneer de veroordeling bij eenvoudige schuldigverklaring wordt uitgesproken, wordt de verdachte veroordeeld in de kosten en, zo daartoe aanleiding bestaat, tot teruggave. De bijzondere verbeurdverklaring wordt uitgesproken ».

B.3.3. Het recht van iedere rechtzoekende op een behandeling van zijn zaak binnen een redelijke termijn, gewaarborgd bij artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, houdt in dat de rechter, rekening houdend met de omstandigheden van de zaak en onder meer met de complexiteit ervan, met het gedrag van de verzoeker en met de houding van de bevoegde overheden, nagaat of de redelijke termijn niet is overschreden. Artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering bepaalt de gevolgen van de overschrijding van de redelijke termijn wanneer die overschrijding wordt vastgesteld in het kader van een strafrechtelijke procedure. Die bepaling is van toepassing ongeacht de ernst van het misdrijf, gelet op het feit dat elke overschrijding van de redelijke termijn een schending van artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens met zich meebrengt.

De beklagde die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring uitmaakt, wordt schuldig bevonden aan de feiten waarvoor hij werd vervolgd, maar kan geen enkele straf opgelegd krijgen, behalve de bijzondere verbeurdverklaring, aangezien de rechter heeft vastgesteld dat de omvang van de overschrijding van de redelijke termijn in zijn zaak de uitspraak van een strafrechtelijke sanctie in de weg stond. Daarentegen vormt de eenvoudige schuldigverklaring geen beletsel voor de veroordelingen die geen straf uitmaken, noch voor de veiligheidsmaatregelen.

B.4.1. Het eerste onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, die het recht op een eerlijk proces waarborgen. De verzoekende partij voert aan dat de openbaarheid die aan een eenvoudige schuldigverklaring wordt gegeven via de uittreksels uit het strafregister die aan de besturen en particulieren worden uitgereikt, een ontrendend karakter heeft dat neerkomt op dat van een straf, terwijl net de rechter heeft geweigerd om een straf uit te spreken ten aanzien van de betrokkene.

In zoverre de schending van een grondrecht ten aanzien van een categorie van personen daarin wordt aangeklaagd, wordt het Hof in dat onderdeel van het middel verzocht de situatie van die personen te vergelijken met die van de personen die een dergelijke schending niet moeten ondergaan.

B.4.2. Het opnemen van een rechterlijke beslissing in het strafregister is geen strafrechtelijke sanctie, maar wel een veiligheidsmaatregel, met als doel het informeren van de overheden die toegang ertoe hebben en van de particulieren die vragen om een uittreksel uit het strafregister voor te leggen. Die opname in het strafregister strekt eveneens ertoe de openbare orde te beschermen door de schuldige, die weet dat de gerechtelijke overheden op de hoogte kunnen worden gebracht van de misdrijven die in het verleden zijn gepleegd, ertoe aan te zetten te vermijden dat in de toekomst nieuwe misdrijven worden gepleegd. Hoewel die opname, wanneer zij betrekking heeft op een door een strafrecht uitgesproken straf, bijdraagt tot het ontrendend karakter van de uitgesproken straf, heeft zij op zich geen ontrendend karakter dat vergelijkbaar is met dat van een strafrechtelijke sanctie.

B.4.3. De eenvoudige schuldigverklaring wordt uitgesproken door de rechter die vaststelt dat de redelijke termijn op zodanige wijze is overschreden dat geen enkele straf kan worden opgelegd. Zoals in B.3.3 in herinnering wordt gebracht, wordt de persoon die het voorwerp ervan uitmaakt, schuldig bevonden aan de feiten die hem werden verweten en zou hij tot een strafrechtelijke sanctie zijn veroordeeld indien de duur van de procedure binnen de perken van de redelijkheid was gebleven. De ernst van de feiten heeft geen enkele invloed op de beslissing van de rechter die de eenvoudige schuldigverklaring uitspreekt, aangezien de keuze om geen straf op te leggen enkel wordt ingegeven door de omvang van de overschrijding van de redelijke termijn die hij vaststelt. Aangezien de betrokken feiten ernstig kunnen zijn, vermocht de wetgever het noodzakelijk te achten om te voorzien in het opnemen van de eenvoudige schuldigverklaring in het strafregister van de betrokkene zodat zij deel blijft uitmaken van de gegevens die over hem worden bewaard en net zoals de veroordelingen tot strafrechtelijke sancties ter kennis van de administratieve overheden en van de particulieren wordt gebracht.

B.4.4. Voor het overige, zelfs indien zou worden geoordeeld dat de openbaarheid die aan de eenvoudige schuldigverklaringen wordt gegeven door ze in de uittreksels uit het strafregister bestemd voor de administratieve overheden en de particulieren op te nemen, het recht op een eerlijk proces van de betrokkenen zou kunnen aantasten, kan die aantasting niet onevenredig worden geacht : enerzijds kunnen de administratieve overheden, krachtens artikel 594 van het Wetboek van strafvordering, enkel toegang krijgen tot die gegevens indien zij daartoe door de Koning zijn gemachtigd, bij in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, en uitsluitend in het kader van door of krachtens de wet bepaalde doeleinden; anderzijds mogen de uittreksels uit het strafregister die voor particulieren bestemd zijn, enkel aan de betrokkene en nooit aan derden worden uitgereikt.

B.4.5. Ten slotte, aangezien de artikelen 594, tweede lid, en 595, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering bepalen dat het opnemen van de eenvoudige schuldigverklaringen in het strafregister, na een termijn van drie jaar, niet langer wordt weergegeven bij de gegevens waartoe de administratieve overheden toegang hebben, noch op de uittreksels die aan particulieren worden uitgereikt, wordt het meedelen van de opname van de eenvoudige schuldigverklaringen in het strafregister beperkt in de tijd ten aanzien van die twee categorieën van adressaten, zodat de eventuele aantasting van het recht op een eerlijk proces niet onevenredig kan worden geacht.

B.5.1. Het tweede onderdeel van het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 22 en met artikel 23, derde lid, 1°, van de Grondwet. De verzoekende partij voert aan dat de wetgever, door wat betreft de opname in het strafregister een identiek lot weg te leggen voor de personen die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring uitmaken met toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en voor die welke worden veroordeeld tot een lagere straf dan de wettelijke minimumstraf met toepassing van dezelfde bepaling, op discriminerende wijze afbreuk heeft gedaan aan het recht van de eerstgenoemden op eerbiediging van hun privéleven en op de vrije keuze van beroepsarbeid.

B.5.2. Krachtens artikel 21<sup>ter</sup> van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, kan de rechter die de overschrijding van de redelijke termijn vaststelt, ofwel de straf die hij uitspreekt, verminderen tot onder het wettelijke minimum, ofwel een eenvoudige schuldigverklaring uitspreken. De beklaagden die worden veroordeeld tot een lagere straf en zij die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring uitmaken, bevinden zich dus in soortgelijke situaties in zoverre de ernst van de feiten die hun worden verweten, hun persoonlijkheid en hun eventuele wil om hun gedrag te verbeteren niet meespelen bij die beslissing, aangezien de rechter ertoe is gehouden artikel 21<sup>ter</sup> toe te passen zodra hij vaststelt dat de redelijke termijn is overschreden.

Aangezien de beslissing van de rechter wordt geleid door de vaststelling van de omvang van de overschrijding van de redelijke termijn, houdt het criterium van onderscheid tussen beide categorieën van beklaagden die in dit onderdeel van het middel met elkaar worden vergeleken, geen verband met de feiten die zij hebben gepleegd of met hun persoonlijke situatie, maar wel met een element waar zij buiten staan, namelijk de traagheid van het gerechtelijk apparaat in hun zaak. Dat criterium vertoont geen enkele relevante band met de opname van de beslissing in het strafregister van de betrokkene, die ertoe strekt de informatie over de feiten waaraan hij zich schuldig heeft gemaakt te bewaren, zodat de wetgever niet ertoe was gehouden een verschil in behandeling tussen die twee categorieën van beklaagden in te voeren. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet zijn niet geschonden door de identieke behandeling, met betrekking tot de opname in het strafregister, van de beklaagden die zijn veroordeeld tot een lagere straf met toepassing van artikel 21<sup>ter</sup> van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering en van die welke het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring uitmaken met toepassing van dezelfde bepaling.

B.5.3. Zoals de verzoekende partij opmerkt, kan de openbaarheid die aan de eenvoudige schuldigverklaringen wordt gegeven door ze in het strafregister op te nemen, het recht van de betrokkenen op eerbiediging van hun privéleven aantasten en negatieve gevolgen hebben voor hun socioprofessionele toekomst. Desalniettemin is de inmenging in de rechten gewaarborgd bij de artikelen 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, om dezelfde redenen als die welke in B.4.4 en B.4.5 zijn aangegeven, niet onevenredig ten aanzien van het nagestreefde doel. De administratieve overheden die ertoe zijn gemachtigd om kennis te nemen van de bedoelde gegevens, mogen dat immers enkel doen in het kader van door of krachtens de wet bepaalde doeleinden, en de uittreksels uit het strafregister bestemd voor particulieren mogen niet aan derden worden uitgereikt. Ten slotte verdwijnen de gevolgen die de opname voor het privéleven en voor de herinschakeling in het beroepsleven van de betrokkene zou kunnen hebben, na een periode van drie jaar.

B.6.1. In het derde onderdeel van het eerste middel wordt de situatie van de persoon die het voorwerp uitmaakt van een eenvoudige schuldigverklaring vergeleken met die van de persoon die het voorwerp uitmaakt van een beslissing tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of van een beslissing tot probatieopschorting. Daarin wordt geoordeeld dat de bestreden bepalingen, door die twee categorieën van personen verschillend te behandelen, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, alsook de artikelen 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, schenden.

B.6.2. De beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatieopschorting worden in het strafregister van de betrokkene opgenomen. Met toepassing van artikel 594, eerste lid, 3<sup>o</sup>, en van artikel 595, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van het Wetboek van strafvordering worden die beslissingen echter nooit meegedeeld aan de administratieve overheden en worden zij nooit vermeld op de uittreksels uit het strafregister die aan particulieren worden uitgereikt.

B.6.3. Het in dit onderdeel van het middel bekritiseerde verschil in behandeling berust op het criterium van het soort van rechterlijke beslissing die ten aanzien van de betrokkene werd genomen. De beslissing tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatieopschorting onderscheidt zich van de eenvoudige schuldigverklaring in zoverre zij wordt genomen met inachtname van de gepleegde feiten, het gerechtelijk verleden van de beklaagde en zijn persoonlijkheid, en in zoverre zij enkel kan worden toegekend indien aan de wettelijke voorwaarden is voldaan. Het doel van die clementiemaatregel is het bevorderen van de reclassering van de betrokkene. De eenvoudige schuldigverklaring moet daarentegen worden uitgesproken door de rechter die een belangrijke overschrijding van de redelijke duur van de procedure vaststelt, en zulks zonder de gepleegde feiten, het gerechtelijk verleden of de persoonlijkheid van de beklaagde in aanmerking te nemen. Zij heeft niet tot doel de resocialisatie van de betrokkene te bevorderen, maar vormt een afkeuring van de buitensporige traagheid van de gerechtelijke overheden in zijn zaak.

B.6.4. Die verschillen inzake aard en finaliteit tussen beide rechtsfiguren verantwoordt dat de wetgever heeft geoordeeld dat moest worden verhinderd dat de administratieve overheden die toegang hebben tot het strafregister en de particulieren die de uitreiking van een uittreksel uit het strafregister aanvragen, kennis zouden krijgen van de beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatieopschorting, zonder dat hij ertoe is gehouden ten aanzien van de beslissingen inzake eenvoudige schuldigverklaringen dezelfde maatregel te nemen. Daaruit vloeit voort dat het verschil in behandeling op een relevant criterium berust.

B.6.5. Ten slotte is de aantasting van het recht op eerbiediging van het privéleven en van het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid van de betrokkenen door een eenvoudige schuldigverklaring, om redenen die identiek zijn met die welke in B.4.4, B.4.5 en B.5.3 zijn uiteengezet, niet onevenredig, zodat de artikelen 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet niet door de bestreden bepalingen zijn geschonden.

B.6.6. Het eerste middel is niet gegrond.

*Wat het tweede middel betreft*

B.7.1. De verzoekende partij verwijt de wetgever dat hij niet heeft voorzien in de uitwissing van de eenvoudige schuldigverklaringen, noch in de mogelijkheid, voor de persoon die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring heeft uitgemaakt, om zijn herstel in eer en rechten aan te vragen en te verkrijgen, terwijl hij, door de bestreden bepalingen aan te nemen, besloot dat die beslissingen in het strafregister van de betrokkene zouden worden opgenomen. De opname in het strafregister heeft tot gevolg dat de beslissing gedurende een periode van drie jaar ter kennis wordt gebracht van de administratieve overheden die toegang hebben tot het strafregister en van de particulieren, en dat zij steeds zal voorkomen bij de gegevens waartoe de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken toegang hebben. In het middel wordt de situatie van de personen die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring hebben uitgemaakt, vergeleken met die van de personen die zijn veroordeeld tot een straf en die, naar gelang van die straf, ze ofwel na drie jaar automatisch uitgewist zien met toepassing van artikel 619 van het Wetboek van strafvordering, ofwel de mogelijkheid hebben om herstel in eer en rechten aan te vragen en te verkrijgen met toepassing van artikel 621 van hetzelfde Wetboek.

B.7.2. In tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, moet het middel niet onontvankelijk worden verklaard wegens laattijdigheid. Het is immers niet gericht tegen de artikelen 619 en 621 van het Wetboek van strafvordering, maar wel tegen de ontstentenis, in de bestreden wet, van een bepaling die de duur van het opnemen van de eenvoudige schuldigverklaringen in het strafregister automatisch beperkt of die voorziet in een procedure tot herstel in eer en rechten van de personen die het voorwerp ervan hebben uitgemaakt. Het is immers op het ogenblik dat de wetgever voorziet in de opname van de eenvoudige schuldigverklaringen in het strafregister dat hij ook de eventuele termijn ervan moet regelen.

B.7.3. Indien de in het tweede middel geformuleerde grief in die zin zou moeten worden begrepen dat hij betrekking heeft op de informatie die beschikbaar wordt gemaakt voor de administratieve overheden of de particulieren via hun toegang tot het strafregister of via de uittreksels die hun worden uitgereikt, zou die niet gegrond zijn. In dat opzicht is de situatie van de personen die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring uitmaken, immers soortgelijk aan, en zelfs gunstiger dan die van de personen die tot een straf zijn veroordeeld, aangezien de informatie over de eenvoudige schuldigverklaring niet langer toegankelijk is voor de administratieve overheden en de particulieren na het verstrijken van een termijn van drie jaar vanaf de datum van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij is uitgesproken, ongeacht de ernst van de in het geding zijnde feiten, en zonder dat de betrokkene daartoe zijn herstel in eer en rechten heeft moeten aanvragen.

De grief kan eveneens in die zin worden begrepen dat hij betrekking heeft op het feit dat de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken een in de tijd onbeperkte toegang tot de informatie over de in het strafregister opgenomen eenvoudige schuldigverklaringen hebben. Daarentegen worden de veroordelingen tot een politiestraf in beginsel, krachtens artikel 619 van het Wetboek van strafvordering, uit het strafregister gewist na een termijn van drie jaar vanaf de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij zijn uitgesproken, en de personen die zijn veroordeeld tot straffen die niet kunnen worden uitgewist, kunnen hun herstel in eer en rechten aanvragen en verkrijgen met toepassing van artikel 621 van hetzelfde Wetboek - een herstel in eer en rechten, dat in het strafregister wordt opgenomen. Krachtens artikel 634 van hetzelfde Wetboek verhindert het herstel in eer en rechten, dat de veroordeling waarvoor het is verkregen, als grondslag voor de herhaling dient of een beletsel vormt voor een latere voorwaardelijke veroordeling wegens nieuwe feiten. De uitwissing brengt dezelfde gevolgen met zich mee.

B.7.4. In het advies dat de Raad van State heeft gegeven over het voorontwerp van wet, deed hij opmerken :

« Aangezien het voorontwerp ertoe strekt aan de lijst van geregistreerde inlichtingen in het Strafregister de vermelding toe te voegen van de veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring uitgesproken bij toepassing van artikel 21<sup>ter</sup> van de wet van 17 april 1978 [lees : 1878] houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering, is er geen reden om de aldus veroordeelde personen uit te sluiten van het voordeel van de gevolgen van de uitwissing, die van toepassing is op veroordelingen tot politiestrafpen, of van de gevolgen van het herstel in eer en rechten, dat van toepassing is op personen die veroordeeld zijn tot criminele of correctionele straffen. Die gevolgen worden opgesomd in artikel 634 van het Wetboek van Strafvordering. [Het] is de bedoeling, zoals dat reeds het geval is voor de personen die veroordeeld zijn tot straffen, alle gevolgen van de veroordeling voor de toekomst te doen vervallen en inzonderheid geen melding meer te maken van die veroordeling in de uittreksels uit het Strafregister die overgelegd worden door de gerechtelijke overheden bij latere vervolgingen wegens nieuwe strafbare feiten » (*Parl. St., Kamer, 2008-2009, DOC 52-1997/001, pp. 17-18*).

Volgens de parlementaire voorbereiding heeft de wetgever de tekst evenwel behouden, om volgende redenen :

« Door hier te voorzien dat deze veroordelingen [bij eenvoudige schuldigverklaring] niet meer worden vermeld op de uittreksels uit het strafregister bestemd voor de administratieve overheden, veeleer dan deze veroordelingen na drie jaar te laten wissen op basis van het uitwissingsprincipe vervat in artikel 619 van het wetboek van Strafvordering, ontstaat de mogelijkheid voor de met name gerechtelijke diensten en overheden bedoeld in artikel 593 van het wetboek van Strafvordering, om, zelfs na een periode van drie jaar, kennis te nemen van deze veroordelingen dewelke soms worden uitgesproken wegens ernstige feiten.

[...]

Door ook hier te voorzien dat deze veroordelingen niet meer worden vermeld op de uittreksels uit het strafregister bestemd voor particulieren na een periode van drie jaar, veeleer dan deze te laten uitwissen na drie jaar, wordt een onderscheid gemaakt tussen de informatie die [wordt] meegedeeld aan verschillende categorieën van bestemmingen, enerzijds de gerechtelijke diensten dewelke over een zo volledig mogelijke informatie met betrekking tot het gerechtelijk verleden moeten beschikken, en anderzijds de administratieve overheden en particulieren voor dewelke de sociale reclassering van de persoon moet voorop staan » (*Parl. St., Kamer, 2008-2009, DOC 52-1997/001, pp. 8-9*).

B.7.5. De wetgever had, door een beslissing te nemen over het opnemen van de eenvoudige schuldigverklaringen in het strafregister, weliswaar kunnen voorzien in ofwel een mechanisme waardoor zij automatisch of op verzoek van de betrokkenen onder bepaalde voorwaarden kunnen worden geschrapt. Uit het feit dat hij niet ervoor heeft gekozen om de regeling van het opnemen van de eenvoudige schuldigverklaringen af te stemmen op die van het opnemen van de effectief uitgesproken straffen, vloeit evenwel niet noodzakelijkerwijze voort dat hij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet zou hebben geschonden.

B.7.6. Het doel dat erin bestaat de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken volledig te informeren over de strafbare feiten die in het verleden door de in het centraal strafregister vermelde personen zijn gepleegd, verantwoordt dat de beslissingen inzake eenvoudige schuldigverklaringen, die op ernstige feiten betrekking kunnen hebben, niet zonder meer na het verstrijken van een bepaalde termijn worden uitgewist.

B.7.7. Het herstel in eer en rechten, dat trouwens niet automatisch plaatsvindt, heeft evenmin tot gevolg dat de veroordelingen waarop het betrekking heeft, uit het strafregister worden gewist, maar het maakt ze ontoegankelijk voor de administratieve overheden en verhindert dat zij nog op de voor particulieren bestemde uittreksels worden vermeld. Daarentegen blijft de informatie over die veroordelingen toegankelijk voor de overheden belast met de uitvoering van de opdrachten van de rechterlijke macht in strafzaken, aangezien de arresten van herstel in eer en rechten eveneens in het strafregister worden vermeld met toepassing van artikel 590, eerste lid, 11<sup>o</sup>, van het Wetboek van strafvordering. Wat het informeren van de gerechtelijke overheden betreft, verschilt de situatie van de beklagden die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring hebben uitgemaakt dus niet fundamenteel van die van de beklagden die tot een straf zijn veroordeeld, in zoverre de inlichtingen betreffende de gepleegde feiten in beide gevallen voor hen toegankelijk blijven.

De situatie is enkel verschillend wanneer de beklagde is veroordeeld tot een politiestraf die automatisch is uitgewist, terwijl de eenvoudige schuldigverklaring die wegens soortgelijke feiten is uitgesproken, niet wordt uitgewist. Daarbij moet echter ook in aanmerking worden genomen dat de personen die toegang hebben tot die gegevens, overheden zijn die de gegevens over de gepleegde feiten correct moeten interpreteren en met name de ernst ervan en het belang dat eraan moet worden toegekend rekening houdend met de ouderdom ervan, moeten beoordelen.

B.7.8. De uitwissing en het herstel in eer en rechten hebben eveneens tot gevolg dat de veroordelingen die het voorwerp ervan uitmaken, niet langer als grondslag voor de toepassing van het stelsel van de herhaling kunnen dienen, en dat zij geen beletsel meer kunnen vormen voor de toekenning van een opschorting of een uitstel wegens later gepleegde feiten.

De eenvoudige schuldigverklaring kan evenmin als grondslag dienen voor de toepassing van het stelsel van de herhaling zoals geregeld in de artikelen 54 tot 57 en 565 van het Strafwetboek, aangezien daarbij geen enkele straf aan de beklaagde wordt opgelegd. De herhaling houdt immers in dat de beklaagde vroeger tot een straf is veroordeeld. De eenvoudige schuldigverklaring verhindert de beklaagde evenmin om later de toekenning van een opschorting of een uitstel te genieten. Artikel 3, eerste lid, van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie bepaalt immers dat de opschorting van de uitspraak van de veroordeling kan worden gelast « ten voordele van de beklaagde die nog niet is veroordeeld tot een criminele straf of een hoofdgevangenisstraf van meer dan zes maanden », wat het geval is bij de persoon die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring heeft uitgemaakt. Artikel 8 van dezelfde wet bepaalt eveneens dat het uitstel kan worden toegekend aan de veroordeelde die « nog niet veroordeeld is geweest tot een criminele straf of tot een hoofdgevangenisstraf van meer dan twaalf maanden », wat opnieuw het geval is bij de persoon die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring heeft uitgemaakt.

Daaruit vloeit voort dat de ontstentenis van een mogelijkheid om de vermelding van de eenvoudige schuldigverklaringen te schrappen, niet tot gevolg heeft dat de situatie van de betrokkenen inzake herhaling wordt verzwakt en hun niet de mogelijkheid ontzegt om later de toepassing, in hun voordeel, van de bepalingen met betrekking tot de opschorting of het uitstel te verkrijgen.

B.7.9. Uit het voorafgaande vloeit voort dat de situatie van de personen die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring uitmaken, niet nadeliger is dan die van de personen die zijn veroordeeld, wat betreft de gevolgen van het opnemen van die beslissingen in het centraal strafregister. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden bijgevolg niet geschonden door de bestreden bepalingen of door de ontstentenis van een mogelijkheid van weglating van de vermelding van de eenvoudige schuldigverklaringen uitgesproken met toepassing van artikel 21<sup>ter</sup> van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering.

B.7.10. Het tweede middel is niet gegrond.

*Wat het derde tot het zesde middel betreft*

B.8.1. Het derde tot het zesde middel hebben betrekking op artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals vervangen bij artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet van 31 juli 2009. In die bepaling worden de vermeldingen opgesomd die moeten voorkomen op de uittreksels uit het strafregister die worden uitgereikt aan de personen die ze aanvragen teneinde toegang te krijgen tot een functie of activiteit waarbij zij in contact komen met minderjarigen (uittreksels uit het strafregister « model 2 »).

B.8.2. Met toepassing van artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van strafvordering worden in het gewone uittreksel uit het strafregister, het zogeheten « model 1 », wanneer het wordt aangevraagd teneinde toegang te krijgen tot een activiteit waarvan de toegangs- of uitoefeningsvoorwaarden bij wets- of verordeningbepalingen zijn vastgesteld, steeds de ontzettingen of vervalvenverklaringen vermeld die de betrokkene verbieden die activiteit uit te oefenen.

Artikel 596, tweede lid, van hetzelfde Wetboek bepaalt dan weer dat het uittreksel uit het strafregister « model 2 », naast die gegevens en die welke voorkomen op de gewone uittreksels « model 1 », het volgende vermeldt :

— veroordelingen tot criminele, correctionele of politiestrafen voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwakt, zelfs na de termijn van drie jaar waarna sommige van die veroordelingen niet meer op de uittreksels « model 1 » worden weergegeven;

— veroordelingen bij eenvoudige schuldigverklaring uitgesproken met toepassing van artikel 21<sup>ter</sup> van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwakt, zelfs na de termijn van drie jaar waarna die beslissingen niet meer op de uittreksels « model 1 » worden weergegeven;

— beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatieopschorting, beslissingen tot herroeping van de opschorting of van de probatieopschorting, alsook beslissingen waarbij een gewone opschorting wordt vervangen door een probatieopschorting, voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwakt;

— beslissingen tot internering, tot definitieve invrijheidstelling of invrijheidstelling op proef, tot wederopneming in de maatschappij, die zijn genomen ten aanzien van abnormalen overeenkomstig de artikelen 7 en 18 tot 20 van de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij, voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwakt;

— beslissingen tot terbeschikkingstelling van de Regering en internering die zijn genomen ten aanzien van recidivisten, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele misdrijven, voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwakt;

— beslissingen in strafzaken genomen door buitenlandse rechtscolleges ten aanzien van Belgen, voor feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwakt, alsook maatregelen tot amnestie, uitwissing van de veroordeling of herstel in eer en rechten, genomen door een buitenlandse overheid.

Op het uittreksel « model 2 » komt eveneens de beslissing van de rechter of van een onderzoeksgerecht voor die de betrokkene verbiedt om een activiteit uit te oefenen waarbij hij in contact zou komen met minderjarigen, met toepassing van artikel 35, § 1, tweede lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis.

B.8.3. In de memorie van toelichting bij het wetsontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot de bestreden wet, wordt aangegeven dat zij ertoe strekt « het uittreksel uit het strafregister ' model 2 ' (art. 596, 2e lid Sv.) wettelijk [te] verankeren en de inhoud ervan duidelijk [te] definiëren teneinde een acceptabel evenwicht te bereiken tussen het individueel belang (recht op privacy) en het algemeen belang, meer specifiek in het kader van de jeugdbescherming » (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-1997/001, p. 5).

Bij de bespreking van het bestreden artikel is uiteengezet :

« Het tweede lid wordt gewijzigd, teneinde de categorieën beslissingen en veroordelingen vermeld op het uittreksel bestemd voor activiteiten dewelke aan de betrokken persoon een verantwoordelijkheid tegenover minderjarigen geven, uit te breiden. Niettemin zal ook dit uittreksel de opschortingen van de uitspraak van de veroordeling, de eenvoudige schuldigverklaringen en de veroordelingen uitgesproken in het buitenland ten laste van Belgen, vermelden wanneer deze beslissingen feiten betreffen bedoeld in dit lid. Deze drie nieuwe te vermelden gegevens veronderstellen minstens de schuld van de betrokkene: hij werd schuldig bevonden aan de feiten » (*ibid.*, p. 9).

*Derde middel*

B.9. Met het derde middel klaagt de verzoekende partij aan dat artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet van 31 juli 2009, dat artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering vervangt, bepaalt dat een specifiek uittreksel uit het strafregister, het zogeheten « model 2 », dat meer gegevens dan de gewone uittreksels bevat, wordt overhandigd aan de particulieren die de uitreiking ervan aanvragen teneinde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt. Zij is van mening dat die bepaling een schending inhoudt van de artikelen 10, 11, 22, 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, en 24, § 4, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 5 van het Verdrag van 28 januari 1981 tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens en met artikel 6, lid 1, b), van de richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens.

B.10.1. De Ministerraad is van mening dat het middel onontvankelijk is in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet, aangezien de verzoekende partij niet uiteenzet welke categorieën van personen zij wenst te vergelijken en waaruit de aangeklaagde discriminatie zou bestaan.

In zoverre de bijzondere bepalingen met betrekking tot de uittreksels uit het strafregister « model 2 » in het middel worden bekritiseerd, is het voldoende duidelijk dat daarin een discriminatie wordt aangeklaagd tussen de personen die dat soort van uittreksel uit het strafregister moeten voorleggen, wat met name het geval is wanneer naar een functie in het onderwijs wordt gesolliciteerd, en de personen aan wie wordt gevraagd een uittreksel uit het strafregister « model 1 » voor te leggen.

B.10.2. In tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, dient het middel niet onontvankelijk te worden verklaard omdat de geformuleerde grieven eveneens tegen het vroegere artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals vervangen bij het bestreden artikel 6, 1<sup>o</sup>, konden worden geformuleerd. Door die bepaling aan te nemen, die gedeeltelijk overeenstemt met die welke zij vervangt, is de wetgever opnieuw wetgevend opgetreden en heeft hij zich de vroegere bepalingen met een soortgelijke draagwijdte opnieuw eigen gemaakt.

B.10.3. Ten slotte blijkt uit de memories die door de Ministerraad zijn ingediend, dat hij kon antwoorden op de grieven die door de verzoekende partij in dat derde middel zijn geformuleerd, zodat de exceptie die is afgeleid uit het onduidelijke karakter van het middel, niet kan worden ingewilligd.

B.11.1. In het eerste onderdeel van het derde middel wordt aangeklaagd dat de bestreden bepaling indirect een beroepsverbod in het leven roept voor de personen die het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing die op het uittreksel uit het strafregister « model 2 » moet voortkomen, zelfs indien de rechter het niet noodzakelijk zou hebben geacht om een in artikel 382bis van het Strafwetboek bedoeld verbod uit te spreken, of zelfs de opschorting van de uitspraak zou hebben toegekend om de reputatie van de beklagde niet te schaden.

B.11.2. Door het uittreksel uit het strafregister « model 2 » in te voeren, heeft de wetgever geprobeerd « een juist evenwicht [...] [te vinden] tussen de verschillende belangen, met name : de bescherming van het kind; het recht op arbeid en op vrije keuze ervan; de eerbiediging van de persoonlijke levenssfeer; het vermoeden van onschuld » (*Parl. St.*, Kamer, 2008-2009, DOC 52-1997/003, p. 6). De invoering van dat specifieke uittreksel bestemd voor personen die solliciteren naar een betrekking of activiteit waarbij zij in contact komen met minderjarigen, is sinds het aannemen van de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister door de wetgever noodzakelijk geacht aangezien « op het stuk van seksueel misbruik en geweld ten aanzien van kinderen [...] bepaalde vormen van recidive efficiënter [moeten] worden bestreden » (*Parl. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 988/4, p. 7).

B.11.3. De bescherming van minderjarigen tegen elke vorm van misbruik en geweld gepleegd te hunnen aanzien, is een legitiem doel dat verschil in behandeling tussen de personen die de uitreiking van een uittreksel « model 1 » en diegenen die de uitreiking van een uittreksel « model 2 » aanvragen, kan verantwoorden. De wetgever vermocht, gezien de omvang van de schade die de minderjarige slachtoffers van dergelijke handelingen lijden, alle maatregelen te nemen teneinde de risico's van herhaling ten aanzien van personen die in het verleden schuldig zijn bevonden aan strafbare feiten jegens minderjarigen, te vermijden. Het behoort tot zijn beoordelingsbevoegdheid om te beslissen welke adequate maatregelen moeten worden genomen om dat risico van herhaling te beperken. In dat opzicht is het volledig informeren van de verantwoordelijken van instellingen of organisaties waar activiteiten bestemd voor minderjarigen plaatsvinden, over feiten waaraan de kandidaten voor een betrekking of een activiteit in die instellingen of organisaties zich schuldig hebben gemaakt jegens minderjarigen, een adequaat middel om die risico's te verminderen.

Het verschil in behandeling tussen de personen aan wie kan worden gevraagd een uittreksel uit het strafregister « model 2 » voor te leggen en diegenen aan wie niet wordt gevraagd een dergelijk uittreksel voor te leggen, berust op het feit dat de eerstgenoemden solliciteren naar een betrekking of vragen om verantwoordelijkheid in een sector waarin zij in contact komen met minderjarigen. Het criterium van onderscheid is dus relevant ten opzichte van het met de bestreden bepaling nagestreefde doel van bescherming van minderjarigen. De artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet zijn niet geschonden.

B.11.4. Er kan niet worden ontkend dat, zoals de verzoekende partij aanvoert, de vermelding van de bekritiseerde gegevens op het uittreksel uit het strafregister « model 2 » tot gevolg zal hebben dat bepaalde personen nog meer moeilijkheden zullen ondervinden om een betrekking te vinden op het gebied van onderwijs en opvoeding en in de activiteitensectoren waarin zij in contact komen met minderjarigen. Een dergelijk gevolg houdt een aantasting van het privéleven en van de vrije beroepskeuze van de betrokkenen in. Het legitieme doel dat erin bestaat de veiligheid te verzekeren van de minderjarigen die aan die instellingen of organisaties worden toevertrouwd of die ze bezoeken, verantwoordt evenwel dat de personen die daarvoor verantwoordelijk zijn, over volledige informatie beschikken die het hun mogelijk maakt om niet over de gevaarlijkheid *in abstracto* van de persoon die bij hen solliciteert, te oordelen, hetgeen de rechter eventueel reeds heeft gedaan door te beslissen om geen beroepsverbod uit te spreken, maar wel over het feit of het, rekening houdend met de kenmerken van hun instelling, opportuun is hem een functie of een verantwoordelijkheid toe te vertrouwen waarbij hij in contact zou komen met minderjarigen.

B.11.5. Ten slotte komt de invoering van een specifiek uittreksel uit het strafregister « model 2 » dat die gegevens bevat, tegemoet aan de bekommernis om de betrokkenen niet op onevenredige wijze te stigmatiseren, aangezien zij, voor alle andere gevallen waarin zij ertoe zullen worden gebracht om een uittreksel uit het strafregister te moeten voorleggen, een uittreksel « model 1 » kunnen verkrijgen, waarop de in het geding zijnde gegevens niet of niet meer worden weergegeven na het verstrijken van een bepaalde termijn.

B.11.6. Uit het voorafgaande vloeit voort dat de inmenging in het recht op het privéleven en in het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid van de betrokkenen niet onevenredig is, zodat de artikelen 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet niet zijn geschonden.

B.12.1. In het tweede onderdeel van het derde middel wordt aangeklaagd dat de bestreden bepaling onvoldoende voorzienbaar is, een corollarium van het bij de artikelen 22 en 23 van de Grondwet gewaarborgde wettigheidsbeginsel, omdat daarin niet de gevallen worden vermeld waarin een uittreksel uit het strafregister « model 2 » door de potentiële werkgever kan worden aangevraagd. De verzoekende partij wijst erop dat dat beginsel van voorzienbaarheid wordt bevestigd bij artikel 5 van het Verdrag van 28 januari 1981 tot bescherming van personen ten opzichte van de geautomatiseerde verwerking van persoonsgegevens en bij artikel 6 van de Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens, in zoverre die twee bepalingen de verplichting opleggen om vooraf het doel van elke gegevensbank vast te stellen en het gebruik van de verzamelde gegevens voor andere doeleinden te beperken.

B.12.2. Door te waarborgen dat iedereen recht heeft op de eerbiediging van zijn privé- en gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij de wet, stelt artikel 22, eerste lid, van de Grondwet een vereiste van wettigheid en van voorzienbaarheid waaraan elke inbreuk op dat recht moet voldoen.

Artikel 23 van de Grondwet is vreemd aan de aangevoerde grieven.

Artikel 5 van het voormelde Verdrag van 28 januari 1981 bepaalt :

« Persoonsgegevens die langs geautomatiseerde weg worden verwerkt, dienen :

- a) op eerlijke en wettige wijze te worden verkregen en verwerkt;
- b) te worden opgeslagen voor duidelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden en niet te worden gebruikt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden;
- c) toereikend, ter zake dienend en niet overmatig te zijn, uitgaande van de doeleinden waarvoor zij worden opgeslagen;
- d) nauwkeurig te zijn en, zo nodig, te worden bijgewerkt;
- e) te worden bewaard in een zodanige vorm dat de betrokkene hierdoor niet langer te identificeren is dan strikt noodzakelijk is voor het doel waarvoor de gegevens zijn opgeslagen ».

Artikel 6, lid 1, b), van de voormelde Richtlijn 95/46/EG bepaalt :

« De Lid-Staten bepalen dat de persoonsgegevens :

[...]

b) voor welbepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden moeten worden verkregen en vervolgens niet worden verwerkt op een wijze die onverenigbaar is met die doeleinden. Verdere verwerking van de gegevens voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden wordt niet als onverenigbaar beschouwd, mits de Lid-Staten passende garanties bieden ».

B.12.3. Artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering bepaalt dat het uittreksel uit het strafregister « model 2 » wordt uitgereikt wanneer het wordt aangevraagd « ten einde toegang te krijgen tot een activiteit die onder opvoeding, psycho-medisch-sociale begeleiding, hulpverlening aan de jeugd, kindbescherming, animatie of begeleiding van minderjarigen valt ». Zodoende omschrijft het in duidelijke en voldoende precieze bewoordingen het doel van de invoering van het uittreksel uit het strafregister « model 2 », alsook de gevallen waarin door de verantwoordelijke van een jeugdorganisatie of van activiteiten bestemd voor minderjarigen kan worden vereist dat een persoon die solliciteert naar een betrekking, een functie of een verantwoordelijkheid, een uittreksel uit het strafregister « model 2 » in plaats van een uittreksel uit het strafregister « model 1 » moet voorleggen.

De in het tweede onderdeel van het derde middel aangevoerde normen zijn dus niet geschonden.

B.12.4. Voor het overige is de kritiek, in zoverre daarin het feit wordt aangeklaagd dat de wet betreffende het centraal strafregister niet nauwkeurig de gevallen regelt waarin een uittreksel uit het strafregister van particulieren kan worden vereist, niet tegen de bestreden bepaling gericht en dient zij dus niet te worden onderzocht.

B.13.1. Via het derde onderdeel van het derde middel klaagt de verzoekende partij een onevenredige aantasting van het recht op eerbiediging van het privéleven en van het recht op de vrije beroepskeuze aan daar het nagestreefde doel voldoende zou worden verwezenlijkt door de mogelijkheid voor de rechter om een verbod uit te spreken of om de naleving van door de probatiediensten gecontroleerde voorwaarden op te leggen.

B.13.2. Rekening houdend met het belang van het doel van bescherming van de veiligheid en van de fysieke en psychische integriteit van minderjarigen dat hij nastreefde, vermocht de wetgever te oordelen dat het noodzakelijk was om de verantwoordelijken van instellingen of van activiteiten in de jeugdsector volledig te informeren over de personen aan wie zij verantwoordelijkheden ten aanzien van minderjarigen toevertrouwen of die zij geregeld in contact brengen met minderjarigen. In dat opzicht kan de rechter, door de mogelijkheid die hij heeft om een beroepsverbod uit te spreken wanneer de verdachte schuldig wordt bevonden aan een van de in artikel 382bis van het Strafwetboek opgesomde misdrijven, de toegang tot bepaalde beroepen op algemene wijze verbieden. Daarentegen kan de doelstelling om het risico van herhaling te weren, verantwoordend dat de verantwoordelijken van de instellingen of organisaties waaraan minderjarigen worden toevertrouwd, op specifieke wijze gelet op de kenmerken van de instelling en van de betrekking of de overwogen functie, kunnen oordelen of het opportuun is om een verantwoordelijkheid binnen hun instelling toe te vertrouwen aan de betrokkene, rekening houdend met de strafbare feiten waaraan die persoon zich in het verleden schuldig zou hebben gemaakt.

B.13.3. Het derde middel is niet gegrond.

*Vierde middel*

B.14.1. In het vierde middel wordt aangeklaagd dat artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, dat de inhoud van de uittreksels uit het strafregister « model 2 » bepaalt, erin voorziet dat de eenvoudige schuldigverklaringen uitgesproken met toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, wanneer zij betrekking hebben op feiten die zijn gepleegd ten aanzien van een minderjarige en voor zover dit een constitutief element van de inbreuk is of de straf verzwaaert, zonder enige beperking in de tijd op die uittreksels voorkomen, terwijl die beslissingen, met toepassing van artikel 595, tweede lid, niet langer op de uittreksels uit het strafregister « model 1 » worden vermeld na een termijn van drie jaar vanaf de datum van de definitieve rechterlijke beslissing waarbij zij zijn uitgesproken. De verzoekende partij is van mening dat dat gebrek aan beperking in de tijd een schending inhoudt van de artikelen 10, 11, 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 14, lid 3, c), van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

B.14.2. In tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, moet het middel niet onontvankelijk worden verklaard wegens laattijdigheid. Het is immers niet gericht tegen de artikelen 619 en 621 van het Wetboek van strafvordering, maar wel tegen artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet, dat bepaalt dat de beslissingen inzake eenvoudige schuldigverklaringen die betrekking hebben op feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige, worden vermeld op de uittreksels uit het strafregister « model 2 », zonder beperking in de tijd.

Bovendien is het middel voldoende duidelijk in zoverre het de personen aan wie uittreksels zijn uitgereikt uit het strafregister « model 1 », waarop de vermelding van de eenvoudige schuldigverklaringen niet meer voorkomt na een termijn van drie jaar, vergelijkt met de personen aan wie uittreksels uit het strafregister « model 2 » zijn uitgereikt.

B.15.1. Om de in B.11 uiteengezette redenen, is het redelijk verantwoord dat de wetgever ernaar streeft om de personen die verantwoordelijk zijn voor instellingen of organisaties waaraan minderjarigen worden toevertrouwd, volledig te informeren, teneinde de risico's van herhaling door daders van jegens minderjarigen gepleegde strafbare feiten zo veel mogelijk te beperken. In dat opzicht dient het informeren van de betrokken verantwoordelijken in de eerste plaats te slaan op de gepleegde feiten en op de ernst ervan. De omstandigheid dat die zijn vastgesteld naar aanleiding van een procedure waarbij de grenzen van de redelijke termijn zijn overschreden, zodat de rechter, met toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering, een eenvoudige schuldigverklaring ten aanzien van de beklaagde heeft uitgesproken, doet niets af aan het belang van die informatie voor de verwezenlijking van het doel van bescherming van minderjarigen. De verantwoordelijken van instellingen of organisaties, voor wie die informatie bestemd is, zullen bovendien in staat zijn om, met kennis van zaken, door met name rekening te houden met de concrete situatie van de betrokkenen, met de functie of met de betrekking waarnaar wordt gesolliciteerd, maar ook met de ouderdom van de feiten, te oordelen of het opportuun is om positief op de sollicitatie te antwoorden.

Dat verschil in behandeling is niet zonder redelijke verantwoording.

B.15.2. Er moet evenwel worden opgemerkt dat indien de dader van strafbare feiten gepleegd ten aanzien van een minderjarige was berecht aan het einde van een procedure waarbij de redelijke termijn niet was overschreden, hij wegens die feiten een veroordeling zou hebben opgelopen. In dat geval zou hij later, en mits aan een aantal strikte voorwaarden is voldaan, de mogelijkheid hebben gehad om zijn herstel in eer en rechten aan te vragen en in voorkomend geval te verkrijgen met toepassing van de artikelen 621 tot 634 van het Wetboek van strafvordering. Het herstel in eer en rechten heeft tot gevolg dat het verhindert dat de veroordelingen waarop het betrekking heeft, op de uittreksels uit het strafregister van de betrokkene worden vermeld. Zoals bij het onderzoek van het tweede middel is opgemerkt, worden de personen die het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring met toepassing van artikel 21ter van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering uitmaken, evenwel niet veroordeeld, zodat zij evenmin hun herstel in eer en rechten kunnen aanvragen.

Hoewel dat verschil in behandeling niet discriminerend is in zoverre het betrekking heeft op de uittreksels uit het strafregister « model 1 », om de bij het onderzoek van het tweede middel uiteengezette redenen, geldt dat niet met betrekking tot de uittreksels uit het strafregister « model 2 ». Op die uittreksels worden de eenvoudige schuldigverklaringen, wanneer zij betrekking hebben op feiten gepleegd jegens minderjarigen, immers weergegeven zonder enige beperking in de tijd, zonder dat de betrokkene enige mogelijkheid heeft om de uitwissing ervan of zijn herstel in eer en rechten aan te vragen, zelfs na het verstrijken van een vrij lange termijn. Daaruit volgt dat de persoon die wegens dezelfde feiten is veroordeeld, gunstiger wordt behandeld dan die welke het voorwerp van een eenvoudige schuldigverklaring heeft uitgemaakt, zonder dat er voor dat verschil in behandeling een redelijke verantwoording bestaat.

B.15.3. Het staat aan de wetgever een einde te maken aan de vastgestelde discriminatie. Die vindt haar oorsprong niet in de bestreden bepaling, maar wel in de ontstentenis van een bepaling die het de betrokkene mogelijk maakt om, onder bepaalde voorwaarden, de schrapping van de vermelding van de schuldigverklaring in het uittreksel uit het strafregister « model 2 » te verkrijgen.

#### *Vijfde middel*

B.16.1. In het vijfde middel wordt aangeklaagd dat artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals vervangen bij artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet, bepaalt dat de beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatieopschorting op de aan de particulieren uitgereikte uittreksels uit het strafregister « model 2 » worden vermeld. De verzoekende partij is van mening dat die opname de artikelen 10, 11, 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schendt.

B.16.2. In tegenstelling tot wat de Ministerraad aanvoert, is het middel voldoende duidelijk in zoverre de situatie van de personen die het voorwerp van een beslissing tot opschorting of tot probatieopschorting van de uitspraak van de veroordeling hebben uitgemaakt en die de uitreiking van een uittreksel uit het strafregister « model 2 » aanvragen, daarin wordt vergeleken met die van de personen die effectief zijn veroordeeld.

B.17.1. Om de in B.11 uiteengezette redenen, is het redelijk verantwoord dat de wetgever ernaar streeft om de personen die verantwoordelijk zijn voor instellingen of organisaties waaraan minderjarigen worden toevertrouwd, volledig te informeren, teneinde de risico's van herhaling door daders van jegens minderjarigen gepleegde strafbare feiten zo veel mogelijk te beperken. In dat opzicht dient het informeren van de betrokken verantwoordelijken in de eerste plaats te slaan op de gepleegde feiten en op de ernst ervan. De beslissing van de rechter om aan de beklaagde een gunstmaatregel toe te kennen door de opschorting van de uitspraak van de veroordeling te gelasten, is weliswaar een element dat door de verantwoordelijke in aanmerking zal kunnen worden genomen, maar, rekening houdend met het belang van het door de wetgever nagestreefde doel met betrekking tot de bescherming van de fysieke en psychische integriteit van de minderjarigen die aan hem worden toevertrouwd, is het niet onredelijk dat hij over volledige informatie kan beschikken waardoor hij concreet kan oordelen over de opportuniteit om een functie of een betrekking waarbij de betrokkene met die minderjarigen in contact komt, aan hem toe te vertrouwen.

B.17.2. De informatie over de beslissingen tot opschorting van de uitspraak van de veroordeling of tot probatieopschorting komt, met toepassing van de bestreden bepaling, enkel voor op de uittreksels uit het strafregister « model 2 ». Zij vormt dus enkel een aantasting van het recht op eerbiediging van het privéleven, van het recht op de vrije keuze van beroepsarbeid of van het recht op een eerlijk proces van de betrokkene in zoverre die toegang wenst te krijgen tot een activiteit waarbij hij in contact komt met minderjarigen en waarbij hij, eventueel, gezag over hen krijgt. In alle andere gevallen waarin de persoon die een dergelijke door de rechter uitgesproken maatregel heeft genoten, ertoe zal worden gebracht een uittreksel uit het strafregister voor te leggen, zal hij een uittreksel « model 1 » voorleggen, waarop de in het geding zijnde gegevens niet voorkomen, zodat de maatregel tot opschorting of tot probatieopschorting, op al die gebieden, volkomen uitwerking zal kunnen hebben en de betrokkene ten goede zal kunnen komen door zijn sociale en beroepsreclassering in de hand te werken.

Daaruit vloeit voort dat de in het geding zijnde bepaling geen onevenredige gevolgen heeft.



B.17.3. Het vijfde middel is niet gegrond.

*Zesde middel*

B.18.1. Via het zesde middel klaagt de verzoekende partij aan dat artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals vervangen bij artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de bestreden wet, bepaalt dat het feit dat een persoon het voorwerp uitmaakt van een verbod om een activiteit uit te oefenen waarbij hij in contact zou komen met minderjarigen, waartoe is besloten door een rechter of een onderzoeksgerecht als alternatief voor een maatregel inzake voorlopige hechtenis, op de uittreksels uit het strafregister « model 2 » wordt vermeld tot op het ogenblik dat het daaropvolgende vonnis kracht van gewijsde heeft verkregen, zonder daarbij in aanmerking te nemen of de rechter die tot het in het geding zijnde verbod heeft besloten, ertoe zou kunnen worden gebracht om het niet te verlengen of om het in te trekken naar gelang van de evolutie van het onderzoek. Zij is van mening dat de vermelding van het verbod op de uittreksels uit het strafregister « model 2 », terwijl het verbod zou zijn opgeheven vóór het ogenblik waarop het daaropvolgende vonnis kracht van gewijsde heeft verkregen, de artikelen 10, 11, 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, schendt.

B.18.2. Het bezwaar van de Ministerraad dat is afgeleid uit het gebrek aan een uitdrukkelijke vergelijking in het in het verzoekschrift uiteengezette betoog, kan niet worden aangenomen aangezien ook de schending van de grondrechten op eerbiediging van het privéleven, op de vrije keuze van beroepsarbeid en op een eerlijk proces wordt aangeklaagd. De categorie van personen van wie die grondrechten zouden zijn geschonden, moet worden vergeleken met die categorieën van personen die een dergelijke schending niet moeten ondergaan.

B.19.1. Artikel 35, § 1, eerste lid, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis bepaalt :

« In de gevallen waarin voorlopige hechtenis kan worden bevolen of gehandhaafd onder de in artikel 16, § 1, bepaalde voorwaarden, kan de onderzoeksrechter ambtshalve, op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van de verdachte, de betrokkene in vrijheid laten onder oplegging van een of meer voorwaarden voor de tijd die hij bepaalt en maximum voor drie maanden ».

Bij artikel 8 van de wet van 31 juli 2009, dat niet wordt bestreden, wordt die bepaling aangevuld met een tweede lid dat bepaalt :

« Hij kan de betrokkene verbieden om een activiteit uit te oefenen waarbij hij in contact zou komen met minderjarigen ».

B.19.2. De vermelding van dat verbod op de uittreksels uit het strafregister « model 2 » beantwoordt aan de doelstelling om de effectiviteit van dat door de onderzoeksrechter uitgesproken verbod te verzekeren als voorwaarde die het de betrokkene mogelijk maakt om geen voorlopige hechtenis te ondergaan. Zij kan op zich niet worden bekritiseerd, en vormt trouwens niet het onderwerp van de grief van de verzoekende partij.

B.19.3. Daarentegen voorziet artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, zoals vervangen bij de bestreden bepaling, in zoverre het bepaalt dat « het verbod [...] op het uittreksel [dient] te worden vermeld tot op het moment dat de daarop volgende rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen », niet in het geval waarin dat verbod wordt opgeheven of niet wordt verlengd tijdens de onderzoeks- of de berechtingsfase. In dat geval is het niet verantwoord dat het op de uittreksels uit het strafregister « model 2 » blijft voorkomen tot op het ogenblik dat het daaropvolgende vonnis kracht van gewijsde heeft verkregen, aangezien dat ogenblik erg veraf kan zijn. Wanneer dat verbod wordt opgeheven of niet wordt verlengd, dient het te worden geschrapt uit het uittreksel uit het strafregister « model 2 ».

In zoverre de bestreden bepaling voorziet in het behoud van die vermelding « tot op het moment dat de daarop volgende rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen », schendt zij de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het is derhalve niet nodig te onderzoeken of zulks bovendien een schending zou uitmaken van de artikelen 22 en 23, derde lid, 1<sup>o</sup>, of van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens.

B.19.4. Het zesde middel is gegrond.

In artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, vervangen bij artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafregister, dienen de woorden « tot op het moment dat de daarop volgende rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen » te worden vernietigd, zodat die bepaling voortaan in die zin moet worden begrepen dat zij erin voorziet dat de vermelding van het verbod wordt geschrapt uit het uittreksel uit het strafregister « model 2 » zodra het verbod wordt opgeheven of wanneer het niet wordt verlengd.

Om die redenen,

het Hof

— vernietigt in artikel 596, tweede lid, van het Wetboek van strafvordering, vervangen bij artikel 6, 1<sup>o</sup>, van de wet van 31 juli 2009 betreffende diverse bepalingen met betrekking tot het Centraal Strafregister, de woorden « tot op het moment dat de daarop volgende rechterlijke uitspraak kracht van gewijsde heeft verkregen »;

— onverminderd de in B.15.2 vastgestelde schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op de openbare terechtzitting van 13 januari 2011.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2011 — 740

[2011/200394]

## Auszug aus dem Urteil Nr. 1/2011 vom 13. Januar 2011

Geschäftsverzeichnisnummer 4884

*In Sachen* : Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 4 Nr. 1, 5 Nr. 1 und 6 des Gesetzes vom 31. Juli 2009 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen mit Bezug auf das Zentrale Strafregister, erhoben von der VoG « Ligue des Droits de l'Homme ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden R. Henneuse und M. Bossuyt, den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, E. Derycke, J. Spreutels, T. Merckx-Van Goey und P. Nihoul, und dem emeritierten Vorsitzenden M. Melchior gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des emeritierten Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

## I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. März 2010 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 2. März 2010 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Ligue des Droits de l'Homme », mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue du Boulet 22, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 4 Nr. 1, 5 Nr. 1 und 6 des Gesetzes vom 31. Juli 2009 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen mit Bezug auf das Zentrale Strafregister (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 27. August 2009, zweite Ausgabe).

(...)

## II. In rechtlicher Beziehung

(...)

## In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen

B.1. Die klagende Partei beantragt die Nichtigerklärung der Artikel 2 Nr. 2, 4 Nr. 1, 5 Nr. 1 und 6 des Gesetzes vom 31. Juli 2009 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen mit Bezug auf das Zentrale Strafregister. Diese Bestimmungen ändern die Artikel 590 Absatz 1, 594 Absatz 2, 595 Absatz 2 und 596 des Strafprozessgesetzbuches ab.

B.2.1. Die Bestimmungen des Strafprozessgesetzbuches, die sich auf das Zentrale Strafregister beziehen, wurden durch das Gesetz vom 8. August 1997 darin eingefügt, in dem das Bestehen dieses Strafregisters gesetzlich verankert ist. In Artikel 589 des Strafprozessgesetzbuches wird das Zentrale Strafregister definiert als « ein unter der Amtsgewalt des Ministers der Justiz geführtes automatisiertes Verarbeitungssystem, das [...] die Registrierung, Aufbewahrung und Änderung der Daten in Bezug auf die in Strafsachen und zum Schutz der Gesellschaft getroffenen Entscheidungen gewährleistet ».

Absatz 2 des vorerwähnten Artikels 589 bestimmt :

« Zielsetzung des Strafregisters ist die Übermittlung der Daten, die darin registriert sind :

1. an die Behörden, die mit der Ausübung der richterlichen Gewalt in Strafsachen beauftragt sind,
2. an die Verwaltungsbehörden im Hinblick auf die Anwendung von Bestimmungen, für die die Kenntnis der gerichtlichen Vergangenheit der von administrativen Maßnahmen betroffenen Personen erforderlich ist,
3. an Privatpersonen, wenn sie einen Auszug aus dem Strafregister vorlegen müssen,
4. an ausländische Behörden in den in internationalen Übereinkommen vorgesehenen Fällen ».

B.2.2. In Artikel 590 des Strafprozessgesetzbuches werden die Daten aufgelistet, die für jede Person in das Strafregister aufgenommen werden. Durch Artikel 2 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes wird diese Auflistung unter anderem um eine Nr. 17 ergänzt; diese bezieht sich auf

« Verurteilungen durch einfache Schuldigerklärung, die in Anwendung von Artikel 21ter des Gesetzes vom 17. April 1878 zur Einführung des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches verkündet werden ».

B.2.3. Artikel 594 des Strafprozessgesetzbuches ermöglicht es dem König, bestimmte öffentliche Verwaltungen zu ermächtigen, Zugriff auf die im Strafregister registrierten Daten zu haben. Laut Absatz 2 dieses Artikels haben diese Verwaltungen nach Ablauf einer Frist von drei Jahren keinen Zugriff mehr auf Daten über bestimmte Verurteilungen, die darin aufgelistet werden. Durch Artikel 4 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes werden die Verurteilungen durch einfache Schuldigerklärung in diese Auflistung aufgenommen.

B.2.4. Artikel 595 des Strafprozessgesetzbuches ermöglicht es jeder Person, einen Auszug aus dem Strafregister erhalten, der eine Übersicht über die sie betreffenden im Strafregister registrierten Daten gibt. Absatz 2 dieses Artikels sieht vor, dass bestimmte darin aufgelistete Verurteilungen nach Ablauf einer Frist von drei Jahren nicht mehr in diesem Auszug aufgeführt werden. Durch Artikel 5 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes werden die Verurteilungen durch einfache Schuldigerklärung in diese Auflistung aufgenommen.

B.2.5. Artikel 6 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes ersetzt Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches durch folgende Bestimmung:

« Wenn der Auszug beantragt wird, um Zugang zu einer Tätigkeit zu erhalten, die in den Bereich der Erziehung, der psycho-medizinisch-sozialen Betreuung, der Jugendhilfe, des Kinderschutzes, der Animation für oder Betreuung von Minderjährigen fällt, werden neben den in Absatz 1 erwähnten Entscheidungen auch die in Artikel 590 Absatz 1 Nr. 1 und 17 erwähnten Verurteilungen und die in Artikel 590 Absatz 1 Nr. 2, 4, 5 und 16 erwähnten Entscheidungen vermerkt für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft. Die Gemeindeverwaltung vermerkt darüber hinaus, ob der Betreffende mit einem von einem Richter oder einem Untersuchungsgericht in Anwendung von Artikel 35 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft ausgesprochenen Verbot behaftet ist, eine Tätigkeit auszuüben, die ihn mit Minderjährigen in Kontakt bringen würde. Das Verbot muss im Auszug bis zu dem Zeitpunkt erwähnt werden, wo das darauf folgende Urteil definitiv rechtskräftig wird. Um diese Information zu erhalten, wendet sich die Gemeindeverwaltung an den lokalen Polizeidienst ».

Diese Bestimmung bezieht sich auf Auszüge aus dem Strafregister « Muster 2 », die Privatpersonen ausgestellt werden, welche sie beantragen, um Zugang zu einer Tätigkeit zu erhalten, die sie mit Minderjährigen in Kontakt bringt.

*Zur Hauptsache**In Bezug auf den ersten Klagegrund*

B.3.1. Die klagende Partei bemängelt, dass in den Artikeln 2 Nr. 2, 4 Nr. 1 und 5 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes vorgesehen sei, dass die Eintragung der einfachen Schuldigerklärungen, die in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches verkündet worden seien, ins Strafregister eine Information sei, die sowohl Verwaltungen, die Zugriff zum Zentralen Strafregister hätten, als auch Privatpersonen zugänglich sei, weil sie in den ihnen ausgehändigten Auszügen aus dem Strafregister während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der definitiven gerichtlichen Entscheidung zu ihrer Verkündung angegeben werde.

B.3.2. Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches bestimmt :

« Wenn die Dauer der Strafverfolgung die angemessene Frist überschreitet, kann der Richter die Verurteilung durch einfache Schuldigerklärung aussprechen oder eine Strafe aussprechen, die geringer sein kann als die gesetzlich vorgesehene Mindeststrafe.

Wenn der Richter die Verurteilung durch einfache Schuldigerklärung verkündet, wird der Beschuldigte zu den Kosten und gegebenenfalls zur Rückgabe verurteilt. Es wird die Sondereinziehung ausgesprochen ».

B.3.3. Das durch Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistete Recht eines jeden Rechtsunterworfenen, dass seine Sache innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, setzt voraus, dass der Richter unter Berücksichtigung der Umstände der Rechtssache und insbesondere ihrer Komplexität, der Führung des Klägers und des Verhaltens der zuständigen Behörden prüft, ob die angemessene Frist nicht überschritten wurde. In Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches sind die Folgen der Überschreitung der angemessenen Frist festgelegt, wenn sie im Rahmen eines Strafverfahrens festgestellt wird. Diese Bestimmung gilt ungeachtet der Schwere der Straftat unter Berücksichtigung des Umstandes, dass jede Überschreitung der angemessenen Frist einen Verstoß gegen Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention darstellt.

Ein Angeklagter, der Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung ist, wird der Taten für schuldig befunden, für die er verfolgt wurde, doch es kann ihm keine Strafe auferlegt werden, mit Ausnahme der Sondereinziehung, da der Richter festgestellt hat, dass das Ausmaß der Überschreitung der angemessenen Frist in seiner Rechtssache die Verkündung einer strafrechtlichen Sanktion verhinderte. Umgekehrt verhindert die einfache Schuldigerklärung nicht die Verurteilungen, die keine Strafe darstellen, und auch nicht die Sicherungsmaßnahmen.

B.4.1. Der erste Teil des ersten Klagegrunds ist aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, die das Recht auf ein faires Verfahren gewährleisten, abgeleitet. Die klagende Partei führt an, dass die Öffentlichkeit einer einfachen Schuldigerklärung durch die Auszüge aus dem Strafregister, die den Verwaltungen und Privatpersonen ausgestellt würden, eine entehrende Beschaffenheit aufweise, die derjenigen einer Strafe gleichkomme, obwohl der Richter sich gerade geweigert habe, eine Strafe in Bezug auf die betroffene Person zu verkünden.

Insofern darin ein Verstoß gegen ein Grundrecht bezüglich einer Kategorie von Personen angeprangert wird, wird der Hof mit diesem Teil des Klagegrunds gebeten, die Situation dieser Personen mit derjenigen der Personen, die nicht einen solchen Verstoß erleiden, zu vergleichen.

B.4.2. Die Eintragung einer gerichtlichen Entscheidung ins Strafregister ist keine strafrechtliche Sanktion, sondern eine Sicherungsmaßnahme, mit der bezweckt wird, die öffentlichen Dienststellen, die Zugriff dazu haben, und die Privatpersonen, die um Ausstellung eines Auszugs aus dem Strafregister bitten, zu informieren. Sie dient ebenfalls dazu, die öffentliche Ordnung zu schützen, indem der Schuldige, dem bekannt ist, dass die Gerichtsbehörden über die in der Vergangenheit begangenen Straftaten benachrichtigt werden können, veranlasst wird, in Zukunft neue Straftaten zu vermeiden. Obwohl diese Eintragung, wenn sie eine durch ein Strafgericht verkündete Strafe betrifft, zur entehrenden Beschaffenheit der verkündeten Strafe beiträgt, ist sie an sich nicht in vergleichbarem Maße entehrend wie eine strafrechtliche Sanktion.

B.4.3. Die einfache Schuldigerklärung wird durch den Richter verkündet, der feststellt, dass die angemessene Frist derart überschritten wurde, dass keine Strafe auferlegt werden kann. Wie in B.3.3 in Erinnerung gerufen wurde, wird die Person, auf die sie sich bezieht, der Taten für schuldig befunden, die ihr zur Last gelegt wurden, und sie wäre zu einer strafrechtlichen Sanktion verurteilt worden, wenn die Dauer des Verfahrens nicht über die Grenzen des Angemessenen hinausgegangen wäre. Die Schwere der Taten hat keinen Einfluss auf die Entscheidung des Richters, der die einfache Schuldigerklärung verkündet, da die Wahl, keine Strafe aufzuerlegen, nur wegen des von ihm festgestellten Ausmaßes der Überschreitung der angemessenen Frist getroffen wurde. Da die betreffenden Taten schwerwiegend sein können, konnte der Gesetzgeber es als notwendig erachten, die Eintragung der einfachen Schuldigerklärung ins Strafregister des Betroffenen vorzusehen, damit sie weiterhin zu den Informationen gehört, die über ihn aufbewahrt werden, und den Verwaltungsbehörden sowie Privatpersonen zur Kenntnis gebracht wird, ebenso wie die Verurteilungen zu strafrechtlichen Sanktionen.

B.4.4. Im Übrigen, selbst wenn davon auszugehen wäre, dass die Öffentlichkeit der einfachen Schuldigerklärungen durch die Eintragung in den Auszügen aus dem Strafregister für Verwaltungsbehörden und Privatpersonen eine Verletzung des Rechtes der betroffenen Personen auf ein faires Verfahren darstellen würde, könnte diese Verletzung nicht als unverhältnismäßig angesehen werden; einerseits können die Verwaltungsbehörden aufgrund von Artikel 594 des Strafprozessgesetzbuches nur Zugriff zu diesen Informationen erhalten, wenn ihnen dies durch den König erlaubt wurde durch einen im Ministerrat beratenen Erlass und nach einer Stellungnahme des Ausschusses für den Schutz des Privatlebens, und nur im Rahmen eines durch das Gesetz oder kraft desselben festgelegten Ziels; andererseits können Auszüge aus dem Strafregister für Privatpersonen nur der betroffenen Person und nie Dritten ausgehändigt werden.

B.4.5. Schließlich, da die Artikel 594 Absatz 2 und 595 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches vorsehen, dass die Eintragung der einfachen Schuldigerklärungen in das Strafregister nach einer Frist von drei Jahren nicht mehr erscheint, weder unter den Informationen, zu denen Verwaltungsbehörden Zugriff haben, noch in den Auszügen, die Privatpersonen ausgehändigt werden, ist die Mitteilung der Eintragung der einfachen Schuldigerklärungen ins Strafregister für diese beiden Kategorien von Adressaten zeitlich begrenzt, so dass die etwaige Verletzung des Rechtes auf ein faires Verfahren nicht als unverhältnismäßig angesehen werden kann.

B.5.1. Der zweite Teil des ersten Klagegrunds ist abgeleitet aus einem Verstoß der Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit deren Artikeln 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1. Die klagende Partei führt an, dass der Gesetzgeber dadurch, dass er hinsichtlich der Eintragung ins Strafregister der Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches seien, das gleiche Los beschere wie denjenigen, die in Anwendung derselben Bestimmung zu einer niedrigeren Strafe verurteilt würden als dem im Gesetz vorgesehenen Mindestmaß, die Rechte der Erstgenannten auf Achtung ihres Privatlebens und auf freie Wahl der Berufstätigkeit auf diskriminierende Weise verletzt habe.

B.5.2. Aufgrund von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches kann ein Richter, der die Überschreitung der angemessenen Frist feststellt, entweder die verkündete Strafe unterhalb des gesetzlichen Minimums ansetzen oder eine einfache Schuldigerklärung verkünden. Die Angeklagten, die zu einer geringeren Strafe verurteilt werden, und diejenigen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung sind, sind also in vergleichbaren Situationen, da die Schwere der ihnen zur Last gelegenen Taten, ihre Persönlichkeit sowie ihr etwaiger Wille zur Besserung in dieser Entscheidung nicht mitspielen, wobei der Richter verpflichtet ist, Artikel 21ter anzuwenden, sobald er die Überschreitung der angemessenen Frist feststellt.

Da die Entscheidung des Richters durch die Feststellung des Ausmaßes der Überschreitung der angemessenen Frist geleitet wird, hängt das Kriterium zur Unterscheidung zwischen den beiden in diesem Teil des Klagegrunds miteinander verglichenen Kategorien von Angeklagten nicht mit den von ihnen begangenen Taten oder mit ihrer persönlichen Situation zusammen, sondern vielmehr mit einem Element, das ihnen fremd ist, nämlich der Langsamkeit des Justizapparates in ihrer Sache. Dieses Kriterium weist keinen relevanten Zusammenhang zu der Eintragung der Entscheidung ins Strafregister des Betroffenen auf, die dazu dient, die Information über die Taten, deren er sich schuldig gemacht hat, aufzubewahren, so dass der Gesetzgeber nicht verpflichtet war, einen Behandlungsunterschied zwischen diesen beiden Kategorien von Angeklagten festzulegen. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird nicht verstoßen durch die Behandlungsgleichheit hinsichtlich der Eintragung ins Strafregister zwischen den Angeklagten, die in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches zu einer geringeren Strafe verurteilt werden, und denjenigen, die in Anwendung derselben Bestimmung Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung sind.

B.5.3. Wie die klagende Partei anführt, kann die Öffentlichkeit der einfachen Schuldigerklärungen durch ihre Eintragung ins Strafregister das Recht der Betroffenen auf Achtung ihres Privatlebens verletzen und sich negativ auf ihre beruflich-soziale Zukunft auswirken. Die Einmischung in die durch die Artikel 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung garantierten Rechte ist jedoch aus den gleichen Gründen, wie sie in B.4.4 und B.4.5 angeführt wurden, nicht unverhältnismäßig gegenüber der Zielsetzung. Die Verwaltungsbehörden, die ermächtigt sind, von den betreffenden Informationen Kenntnis zu nehmen, können dies nämlich nur im Rahmen eines durch das Gesetz oder kraft desselben festgelegten Ziels tun, und die Auszüge aus dem Strafregister, die für Privatpersonen bestimmt sind, dürfen Dritten nicht ausgehändigt werden. Schließlich enden die Folgen, die diese Eintragung auf das Privatleben und die berufliche Wiedereingliederung der betroffenen Person haben könnten, nach einem Zeitraum von drei Jahren.

B.6.1. Im dritten Teil des ersten Klagegrunds wird ein Vergleich zwischen der Situation einer Person, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung ist, und derjenigen einer Person, die Gegenstand einer Entscheidung zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsaufgaben ist, gezogen. Darin wird der Standpunkt vertreten, dass die angefochtenen Bestimmungen dadurch, dass sie diese beiden Kategorien von Personen unterschiedlich behandelten, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte sowie gegen die Artikel 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung verstießen.

B.6.2. Die Entscheidungen zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsaufgaben werden ins Strafregister der betroffenen Person eingetragen. In Anwendung von Artikel 594 Absatz 1 Nr. 3 und von Artikel 595 Absatz 1 Nr. 1 des Strafprozessgesetzbuches werden diese Entscheidungen jedoch nie den Verwaltungsbehörden mitgeteilt und werden sie nie in Auszügen aus dem Strafregister, die Privatpersonen ausgehändigt werden, vermerkt.

B.6.3. Der in diesem Teil des Klagegrunds bemängelte Behandlungsunterschied beruht auf dem Kriterium der Art der gerichtlichen Entscheidung über den Betroffenen. Die Entscheidung zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsaufgaben unterscheidet sich von der einfachen Schuldigerklärung, insofern sie unter Berücksichtigung der begangenen Taten, der gerichtlichen Vorgeschichte des Angeklagten und seiner Persönlichkeit getroffen wird und nur dann gewährt werden kann, wenn die gesetzlichen Bedingungen erfüllt sind. Ziel dieses Gnadenaktes ist es, die Wiedereingliederung der betroffenen Person zu begünstigen. Schließlich muss die einfache Schuldigerklärung durch den Richter verkündet werden, der eine bedeutende Überschreitung der angemessenen Dauer des Verfahrens feststellt, und dies ungeachtet der begangenen Taten, der gerichtlichen Vorgeschichte oder der Persönlichkeit des Angeklagten. Sie bezweckt nicht, die Wiedereingliederung des Betroffenen zu begünstigen, sondern stellt eine Sanktion der übermäßigen Langsamkeit der Gerichtsbehörden in dessen Rechtssache dar.

B.6.4. Diese Unterschiede in der Beschaffenheit und der Zielsetzung zwischen den beiden Rechtsfiguren rechtfertigen es, dass der Gesetzgeber glaubte, verhindern zu müssen, dass die Verwaltungsbehörden, die Zugriff zum Strafregister haben, und die Privatpersonen, die die Aushändigung eines Auszugs aus dem Strafregister beantragen, Kenntnis von Entscheidungen zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsaufgaben erhalten, ohne dass er verpflichtet war, die gleiche Maßnahme in Bezug auf Entscheidungen über die einfachen Schuldigerklärungen zu ergreifen. Folglich beruht der Behandlungsunterschied auf einem sachdienlichen Kriterium.

B.6.5. Schließlich ist aus den gleichen Gründen wie denjenigen, die in B.4.4, B.4.5 und B.5.3 dargelegt wurden, die Verletzung auf Achtung des Privatlebens und des Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit der betroffenen Personen durch eine einfache Schuldigerklärung nicht unverhältnismäßig, so dass durch die angefochtenen Bestimmungen nicht gegen die Artikel 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung verstoßen wird.

B.6.6. Der erste Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den zweiten Klagegrund*

B.7.1. Die klagende Partei bemängelt, dass der Gesetzgeber weder die Tilgung der einfachen Schuldigerklärungen, noch die Möglichkeit für die Person, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung gewesen sei, ihre Rehabilitierung zu beantragen und zu erreichen, vorgesehen habe, obwohl er bei der Annahme der angefochtenen Bestimmungen beschlossen habe, dass diese Entscheidungen ins Strafregister des Betroffenen eingetragen würden. Die Eintragung ins Strafregister habe zur Folge, dass die Entscheidung den Verwaltungsbehörden, die Zugriff zum Strafregister hätten, und den Privatpersonen während eines Zeitraums von drei Jahren zur Kenntnis gebracht werde, und dass sie immer zu den Daten gehören würde, zu denen die mit der Ausübung der richterlichen Gewalt in Strafsachen beauftragten Behörden Zugriff hätten. In dem Klagegrund wird die Situation der Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung waren, mit derjenigen der Personen verglichen, die zu einer Strafe verurteilt worden sind und bei denen entsprechend derselben diese Strafe automatisch nach drei Jahren getilgt werde in Anwendung von Artikel 619 des Strafprozessgesetzbuches, oder die die Möglichkeit haben, die Rehabilitierung in Anwendung von Artikel 621 desselben Gesetzbuches zu beantragen und zu erreichen.

B.7.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, ist der Klagegrund nicht wegen verspäteten Einreichens für unzulässig zu erklären. Er ist nämlich nicht gegen die Artikel 619 und 621 des Strafprozessgesetzbuches gerichtet, sondern gegen das Fehlen einer Bestimmung, durch die automatisch die Aufnahme der einfachen Schuldigerklärungen ins Strafregister begrenzt oder ein Verfahren zur Rehabilitierung der davon betroffenen Personen vorgesehen wird, im angefochtenen Gesetz. Zu dem Zeitpunkt, wo der Gesetzgeber die Eintragung der einfachen Schuldigerklärungen ins Strafregister vorsieht, muss er nämlich ebenfalls deren etwaige Dauer regeln.

B.7.3. Auch wenn die im zweiten Klagegrund angeführte Beschwerde so zu verstehen wäre, dass sie die Information betrifft, die den Verwaltungsbehörden oder Privatpersonen durch ihren Zugriff zum Strafregister oder zu den ihnen ausgehändigten Auszügen verfügbar gemacht wird, wäre sie unbegründet. Diesbezüglich ist nämlich die Situation der Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung sind, ähnlich wie bzw. sogar günstiger als diejenige der Personen, die zu einer Strafe verurteilt werden, da die Information über die einfache Schuldigerklärung den Verwaltungsbehörden und Privatpersonen nach Ablauf einer Frist von drei Jahren ab dem Datum der definitiven gerichtlichen Entscheidung zu ihrer Verkündung nicht mehr zugänglich ist, unbeschadet der Schwere der betreffenden Taten und ohne dass die betroffene Person hierzu ihre Rehabilitierung hätte beantragen müssen.

Die Beschwerde kann auch so verstanden werden, dass sie sich auf den Umstand bezieht, dass die mit der Ausübung der richterlichen Gewalt in Strafsachen beauftragten Behörden einen zeitlich unbegrenzten Zugriff zu Informationen über ins Strafregister eingetragene einfache Schuldigerklärungen haben. Umgekehrt werden Verurteilungen zu Polizeistrafen grundsätzlich aufgrund von Artikel 619 des Strafprozessgesetzbuches nach einer Frist von drei Jahren nach der definitiven gerichtlichen Entscheidung zu ihrer Verkündung aus dem Strafregister gestrichen, und die Personen, die zu Strafen verurteilt worden sind, die nicht getilgt werden können, können ihre Rehabilitierung in Anwendung von Artikel 621 desselben Gesetzbuches beantragen und erreichen, wobei diese Rehabilitierung ins Strafregister eingetragen wird. Die Rehabilitierung verhindert aufgrund von Artikel 634 desselben Gesetzbuches, dass die Verurteilung, für die sie erzielt wurde, als Grundlage für Rückfälligkeit dient oder einer späteren bedingten Verurteilung wegen neuer Taten im Wege steht. Die Tilgung hat die gleichen Folgen.

B.7.4. In seinem Gutachten zum Vorentwurf des Gesetzes bemerkte der Staatsrat:

« Da im Vorentwurf vorgesehen ist, der Liste der ins Strafregister aufgenommenen Informationen den Vermerk der Verurteilungen durch einfache Schuldigerklärung in Anwendung von Artikel 21<sup>ter</sup> des Gesetzes vom 17. April 1878 zur Einführung des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches hinzuzufügen, besteht kein Grund, die somit verurteilten Personen vom Vorteil der Folgen der Tilgung auszuschließen, die für Verurteilungen zu Polizeistrafen gilt, oder der Folgen der Rehabilitierung, die für die zu Kriminal- oder Korrekionalstrafen verurteilten Personen gilt. Diese Folgen sind in Artikel 634 des Strafprozessgesetzbuches aufgezählt. [Es] gilt, so wie es bereits für die zu Strafen verurteilten Personen der Fall ist, künftig allen Folgen der Verurteilung ein Ende setzen zu lassen und insbesondere den Vermerk dieser Verurteilung in den Auszügen aus dem Strafregister zu verhindern, die durch die Gerichtsbehörden im Falle einer späteren Verfolgung wegen neuer Straftaten ausgestellt werden » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1997/001, SS. 17-18).

Gemäß den Vorarbeiten wurde der Text jedoch aus folgenden Gründen aufrechterhalten:

« Indem hier vorgesehen wird, dass diese Verurteilungen [durch einfache Schuldigerklärung] nicht mehr in den für Verwaltungsbehörden bestimmten Auszügen aus dem Strafregister erwähnt werden, statt diese Verurteilungen nach drei Jahren tilgen zu lassen, entsprechend dem Prinzip der Tilgung der Verurteilungen im Sinne von Artikel 619 des Strafprozessgesetzbuches, wird bezweckt, den insbesondere gerichtlichen Dienststellen und Behörden im Sinne von Artikel 593 des Strafprozessgesetzbuches die Möglichkeit zu bieten, von diesen Verurteilungen Kenntnis zu nehmen, die bisweilen für schwerwiegende Taten verkündet wurden, selbst nach einer Frist von drei Jahren.

[...]

Indem auch hier vorgesehen wird, dass diese Verurteilungen nach drei Jahren nicht mehr in den für Privatpersonen bestimmten Auszügen aus dem Strafregister vermerkt werden, statt diese Verurteilungen nach drei Jahren tilgen zu lassen, wird auch hier bezweckt, zwischen den Informationen zu unterscheiden, die verschiedenen Kategorien von Adressaten zur Kenntnis gebracht werden, und zwar einerseits den Gerichtsdiensten, die eine vollständige Information über die gerichtliche Vorgeschichte erhalten müssen, und andererseits den Verwaltungsbehörden und Privatpersonen, bei denen die gesellschaftliche Wiedereingliederung der Person stärker berücksichtigt werden muss » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1997/001, SS. 8-9).

B.7.5. Der Gesetzgeber hätte sicherlich, als er die Eintragung der einfachen Schuldigerklärungen ins Strafregister beschloss, einen Mechanismus vorsehen können, indem er die automatische Löschung oder die Löschung auf Antrag der Betroffenen unter gewissen Bedingungen ermöglicht hätte. Daraus, dass er sich nicht dafür entschieden hat, die Regelung der Eintragung der einfachen Schuldigerklärungen derjenigen der Eintragung der tatsächlich verkündeten Strafen anzupassen, ergibt sich jedoch nicht notwendigerweise, dass er gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßen hätte.

B.7.6. Das Ziel, eine vollständige Information der mit der Ausübung der richterlichen Gewalt in Strafsachen beauftragten Behörden hinsichtlich strafbarer Taten, die in der Vergangenheit von im Zentralen Strafregister eingetragenen Personen begangen wurden, zu gewährleisten, rechtfertigt es, dass die Entscheidungen zur einfachen Schuldigerklärung, die sich auf schwerwiegende Taten beziehen können, nicht einfach nach Ablauf einer gewissen Frist getilgt werden.

B.7.7. Die Rehabilitierung, die im Übrigen nicht automatisch erfolgt, hat ebenfalls nicht zur Folge, die betreffenden Verurteilungen im Strafregister zu tilgen, sondern sie macht diese den Verwaltungsbehörden unzugänglich und sie verhindert, dass sie noch in für Privatpersonen bestimmten Auszügen vermerkt werden. Die Information bezüglich dieser Verurteilungen bleibt jedoch den mit der Ausübung der richterlichen Gewalt in Strafsachen beauftragten Behörden zugänglich, wobei die Rehabilitierungsurteile ebenfalls in Anwendung von Artikel 590 Absatz 1 Nr. 11 des Strafprozessgesetzbuches im Strafregister vermerkt werden. Hinsichtlich der Information der Gerichtsbehörden unterscheiden sich die Situation der Angeklagten, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung waren, und diejenige der Angeklagten, die zu einer Strafe verurteilt worden sind, also nicht grundsätzlich, insofern die Auskünfte über die begangenen Taten ihnen in beiden Fällen zugänglich bleiben.

Die Situation ist nur unterschiedlich, wenn der Angeklagte zu einer Polizeistrafe verurteilt worden war, die automatisch getilgt worden ist, während die für ähnliche Taten verkündete einfache Schuldigerklärung nicht getilgt wird. Diesbezüglich ist jedoch auch zu berücksichtigen, dass die Personen, die Zugriff zu diesen Informationen haben, Behörden sind, die korrekt die Angaben zu den begangenen Taten auslegen und insbesondere deren Schwere sowie die Bedeutung, die ihnen angesichts der zurückliegenden Zeit beizumessen ist, beurteilen müssen.

B.7.8. Die Tilgung und die Rehabilitierung haben ebenfalls zur Folge, dass die betreffenden Verurteilungen nicht mehr als Grundlage für die Anwendung des Systems der Rückfälligkeit dienen können und dass sie kein Hindernis mehr für die Gewährung einer Aussetzung oder eines Aufschubs für später begangene Taten darstellen können.

Die einfache Schuldigerklärung kann ebenfalls nicht als Grundlage für die Anwendung des Systems der Rückfälligkeit, das in den Artikeln 54 bis 57 und 565 des Strafgesetzbuches geregelt ist, dienen, weil dem Angeklagten damit keine Strafe auferlegt wird. Die Rückfälligkeit setzt nämlich voraus, dass der Angeklagte vorher zu einer Strafe verurteilt wurde. Ebenso verhindert die einfache Schuldigerklärung nicht, dass dem Angeklagten später eine Aussetzung oder ein Aufschub gewährt wird. Artikel 3 Absatz 1 des Gesetzes vom 29. Juni 1964 über die Aussetzung, den Aufschub und die Bewährung bestimmt nämlich, dass die Aussetzung der Verkündung der Verurteilung « zugunsten des Angeklagten angeordnet werden [kann], der früher nicht zu einer Kriminalstrafe oder einer Hauptgefängnisstrafe von mehr als sechs Monaten verurteilt worden ist », was der Fall ist bei Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung waren. Ebenso bestimmt Artikel 8 desselben Gesetzes, dass der Aufschub dem Verurteilten gewährt werden kann, der « früher nicht zu einer Kriminalstrafe oder einer Hauptgefängnisstrafe von mehr als zwölf Monaten verurteilt worden » ist, was wiederum der Fall ist bei Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung waren.

Daraus ergibt sich, dass das Fehlen der Möglichkeit zur Löschung des Vermerks der einfachen Schuldigerklärungen nicht zur Folge hat, die Situation der betroffenen Personen hinsichtlich der Rückfälligkeit zu verschlimmern, und dass es ihnen nicht die Möglichkeit entzieht, später zu ihrem Vorteil die Anwendung der Bestimmungen über die Aussetzung oder den Aufschub zu erhalten.

B.7.9. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Situation der Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung sind, hinsichtlich der Folgen der Eintragung dieser Entscheidungen ins Zentrale Strafregister nicht ungünstiger ist als diejenige der Personen, die verurteilt worden sind. Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung wird folglich durch die angefochtenen Bestimmungen oder durch das Fehlen der Möglichkeit zur Löschung des Vermerks der einfachen Schuldigerklärungen, die in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches verkündet worden sind, nicht verstoßen.

B.7.10. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

*In Bezug auf den dritten bis sechsten Klagegrund*

B.8.1. Gegenstand des dritten bis sechsten Klagegrunds ist Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 6 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes vom 31. Juli 2009. In dieser Bestimmung sind die Vermerke aufgezählt, die in den Auszügen aus dem Strafregister enthalten sein müssen, die den dies beantragenden Personen im Hinblick auf den Zugang zu einer Funktion oder Tätigkeit, bei der sie mit Minderjährigen in Kontakt stehen, ausgestellt werden (Auszüge aus dem Strafregister « Muster 2 »).

B.8.2. In Anwendung von Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuches wird in den einfachen Auszügen aus dem Strafregister, dem so genannten « Muster 1 », wenn sie beantragt werden im Hinblick auf den Zugang zu einer Tätigkeit, deren Zugangs- oder Ausübungsbedingungen in Gesetzes- oder Verordnungsbestimmungen festgelegt sind, immer die Aberkennungen oder Verbote vermerkt, die zur Folge haben, dass die Ausübung dieser Tätigkeit der betreffenden Person verboten ist.

Artikel 596 Absatz 2 desselben Gesetzbuches sieht seinerseits vor, dass in Auszügen aus dem Strafregister « Muster II » neben diesen Informationen und denjenigen der einfachen Auszüge « Muster 1 » Folgendes vermerkt wird:

— Verurteilungen zu Kriminal-, Korrekzional- oder Polizeistrafen für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft, selbst über die Frist von drei Jahren hinaus, nach der gewisse dieser Verurteilungen nicht mehr in den Auszügen « Muster 1 » erscheinen;

— Verurteilungen durch einfache Schuldigerklärung, die in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, verkündet wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft, selbst über die Frist von drei Jahren hinaus, nach der diese Entscheidungen nicht mehr in den Auszügen « Muster 1 » erscheinen;

— Entscheidungen zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsaufgaben, Entscheidungen, mit denen die Aufhebung der Aussetzung festgestellt oder die Aufhebung der Aussetzung mit Bewährungsaufgaben verkündet wird, sowie Entscheidungen, mit denen die einfache Aussetzung durch die Aussetzung mit Bewährungsaufgaben ersetzt wird, für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft;

— Entscheidungen zur Internierung, zur endgültigen oder probeweisen Freilassung oder zur Wiedereingliederung in die Gesellschaft, die gegenüber Anormalen in Anwendung der Artikel 7 und 18 bis 20 des Gesetzes vom 1. Juli 1964 zum Schutz der Gesellschaft getroffen werden, für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft;

— Entscheidungen zur Überantwortung an die Regierung und zur Internierung, die gegenüber Rückfalltätern, Gewohnheitsstraftätern und Tätern bestimmter Sexualstraftaten getroffen werden, für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft;

— von ausländischen Rechtsprechungsorganen in Strafsachen gegenüber Belgiern getroffene Entscheidungen für Taten, die gegenüber einem Minderjährigen begangen wurden, und insofern dies Tatbestandsmerkmal ist oder die Strafe verschärft, sowie von einer ausländischen Behörde getroffene Maßnahmen zur Amnestie, Tilgung der Verurteilung oder Rehabilitierung.

Im Auszug « Muster 2 » wird ebenfalls die Entscheidung des Richters oder eines Untersuchungsgerichts vermerkt, mit der es dem Betroffenen verboten wird, eine Tätigkeit auszuüben, durch die er mit Minderjährigen in Kontakt gelangen würde, in Anwendung von Artikel 35 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft.

B.8.3. In der Begründung zum Gesetzentwurf, der zu dem angefochtenen Gesetz geführt hat, heißt es, damit werde bezweckt « den Auszug aus dem Strafregister 'Muster 2' (Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches) gesetzlich zu verankern und dessen Inhalt deutlicher zu definieren, um ein annehmbares Gleichgewicht zwischen den Interessen des Einzelnen (Recht auf Privatleben) und dem Gemeinwohl zu erzielen, spezifisch im Rahmen des Jugendschutzes » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1997/001, S. 5).

Im Kommentar zu dem angefochtenen Artikel heißt es:

« Absatz 2 wird abgeändert, um die Kategorien von Entscheidungen und Verurteilungen zu erweitern, die in Auszügen für Tätigkeiten, mit denen der betroffenen Person eine Verantwortung gegenüber Minderjährigen erteilt wird, vermerkt werden. Künftig werden in diesem Auszug ebenfalls die Aussetzungen der Verkündung der Verurteilung, die einfachen Schuldigerklärungen und die im Ausland in Bezug auf Belgier verkündeten Verurteilungen vermerkt, wenn diese Entscheidungen für Taten im Sinne dieses Absatzes verkündet werden. Diese drei neuen vermerkten Informationen beinhalten zumindest die Schuldigkeit des Betroffenen; er wurde der Taten für schuldig befunden » (ebenda, S. 9).

### Dritter Klagegrund

B.9. Im dritten Klagegrund bemängelt die klagende Partei, dass Artikel 6 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes vom 31. Juli 2009, durch den Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches ersetzt wurde, bestimme, dass ein spezifischer Auszug aus dem Strafregister - das so genannte « Muster 2 » -, der mehr Informationen enthalte als die einfachen Auszüge, den Privatpersonen ausgehändigt werde, die deren Ausstellung beantragten im Hinblick auf den Zugang zu einer Tätigkeit, die in den Bereich der Erziehung, der psycho-medizinisch-sozialen Betreuung, der Jugendhilfe, des Kinderschutzes, der Animation für oder Betreuung von Minderjährigen falle. Sie ist der Auffassung, dass diese Bestimmung gegen die Artikel 10, 11, 22, 23 Absatz 3 Nr. 1 und 24 § 4 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 5 des Übereinkommens vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten und mit Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b) der Richtlinie 95/46/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Oktober 1995 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr verstoße.

B.10.1. Der Ministerrat ist der Auffassung, der Klagegrund sei unzulässig, insofern er aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung abgeleitet sei, weil die klagende Partei nicht darlege, welche Kategorien von Personen sie miteinander vergleichen möchte und worin die angeprangerte Diskriminierung bestehe.

Insofern im Klagegrund Kritik an den besonderen Bestimmungen über die Auszüge aus dem Strafregister « Muster 2 » geübt wird, ist ausreichend deutlich, dass damit eine Diskriminierung zwischen den Personen, die diesen Auszug aus dem Strafregister vorlegen müssen, was insbesondere der Fall ist, wenn jemand sich um eine Funktion im Unterricht bewirbt, und den Personen, von denen verlangt wird, einen Auszug aus dem Strafregister « Muster 1 » vorzulegen, angeprangert wird.

B.10.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, ist der Klagegrund nicht deshalb für unzulässig zu erklären, weil die angeführten Beschwerden ebenfalls gegen den früheren Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch den angefochtenen Artikel 6 Nr. 1, hätten angeführt werden können. Indem der Gesetzgeber diese Bestimmung, die teilweise der ersetzten gleicht, angenommen hat, ist er erneut gesetzgeberisch aufgetreten und hat die früheren Bestimmungen mit ähnlicher Tragweite wieder übernommen.

B.10.3. Schließlich geht aus den Schriftsätzen des Ministerrates hervor, dass es ihm möglich war, auf die von der klagenden Partei in diesem dritten Klagegrund geäußerten Beschwerden zu antworten, so dass die aus der Undeutlichkeit des Klagegrunds abgeleitete Einrede nicht angenommen werden kann.

B.11.1. Im ersten Teil des dritten Klagegrunds wird bemängelt, dass die angefochtene Bestimmung indirekt ein Berufsverbot einführe für Personen, die Gegenstand einer Entscheidung gewesen seien, die im Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » vermerkt sein müsse, obwohl der Richter es nicht als notwendig erachtet habe, ein Verbot im Sinne von Artikel 382bis des Strafgesetzbuches zu verkünden, oder gar die Aussetzung der Verkündung gewährt habe, um dem Ruf des Angeklagten nicht zu schaden.

B.11.2. Indem der Gesetzgeber den Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » eingeführt hat, strebte er « ein gerechtes Gleichgewicht zwischen den verschiedenen beteiligten Interessen an: Schutz des Kindes, Recht auf Arbeit und auf ihre freie Wahl, Achtung des Privatlebens, Unschuldsvermutung » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2008-2009, DOC 52-1997/003, S. 6). Die Einführung dieses spezifischen Auszugs für Personen, die sich um eine Stelle oder Tätigkeit bewerben, bei der sie mit Minderjährigen in Kontakt gelangen, ab der Annahme des Gesetzes vom 8. August 1997 über das Zentrale Strafregister wurde durch den Gesetzgeber als notwendig angesehen, weil « gewisse Formen der Rückfälligkeit im Bereich des sexuellen Missbrauchs und der Gewalt gegenüber Kindern wirksamer bekämpft werden müssen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 988/4, S. 7).

B.11.3. Der Schutz Minderjähriger vor jeder Form des Missbrauchs oder der Gewalt ihnen gegenüber ist ein rechtmäßiges Ziel, das diesen Behandlungsunterschied zwischen Personen, die das Ausstellen eines Auszugs « Muster 1 » beantragen, und denjenigen, die um das Ausstellen eines Auszugs « Muster 2 » bitten, rechtfertigen kann. Der Gesetzgeber konnte unter Berücksichtigung der Bedeutung des Schadens für die Minderjährigen, die Opfer solcher Taten sind, alle geeigneten Maßnahmen ergreifen, um die Rückfallgefahr bei Personen, die in der Vergangenheit strafbarer Taten gegenüber Minderjährigen für schuldig befunden wurden, zu vermeiden. Es gehört zu seiner Ermessensbefugnis, geeignete Maßnahmen zur Verringerung dieser Rückfallgefahr zu beschließen. Diesbezüglich ist die vollständige Information der Verantwortlichen von Einrichtungen oder Organisationen, in denen Tätigkeiten für Minderjährige stattfinden, über Taten, deren sich Bewerber um eine Stelle oder eine Tätigkeit in diesen Einrichtungen oder Organisationen gegenüber Minderjährigen schuldig gemacht haben, ein geeignetes Mittel zur Verringerung dieser Gefahr.

Der Behandlungsunterschied zwischen Personen, von denen verlangt werden kann, einen Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » vorzulegen, und denjenigen, von denen nicht die Vorlage eines solchen Auszugs verlangt wird, beruht darauf, dass die Ersteren sich um eine Stelle oder eine Verantwortung in einem Sektor, bei dem sie mit Minderjährigen in Kontakt gelangen, bewerben. Das Unterscheidungskriterium ist folglich sachdienlich hinsichtlich des Ziels der angefochtenen Bestimmung, Minderjährige zu schützen. Gegen die Artikel 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung wird nicht verstoßen.

B.11.4. Es kann, wie die klagende Partei es anführt, nicht abgestritten werden, dass der Vermerk der bemängelten Informationen im Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » zur Folge haben wird, die Schwierigkeiten gewisser Personen zu vergrößern, eine Stelle im Bereich des Unterrichts, der Erziehung und der Tätigkeitsbereiche mit Kontakt zu Minderjährigen zu finden. Eine solche Folge stellt eine Verletzung des Privatlebens und der freien Wahl der Berufstätigkeit der betroffenen Personen dar. Das rechtmäßige Ziel, die Sicherheit der Minderjährigen, die diesen Einrichtungen oder Organisationen anvertraut werden oder sie besuchen, zu gewährleisten, rechtfertigt es jedoch, dass die dafür verantwortlichen Personen über vollständige Informationen verfügen, damit sie zwar nicht die Gefährlichkeit *in abstracto* der sich bewerbenden Person beurteilen können, denn dies hat gegebenenfalls der Richter mit der Entscheidung, kein Berufsverbot zu verkünden, bereits getan, sondern damit sie angesichts der Merkmale ihrer Einrichtung vielmehr beurteilen können, ob es angebracht ist, ihr einen Posten oder eine Verantwortung anzuvertrauen, bei der sie in Kontakt zu Minderjährigen gelangen würde.

B.11.5. Schließlich entspricht die Einführung eines spezifischen Auszugs aus dem Strafregister « Muster 2 » mit diesen Informationen dem Bemühen, die betroffenen Personen nicht übermäßig zu stigmatisieren, denn für alle anderen Fälle, in denen sie gegebenenfalls einen Auszug aus dem Strafregister vorlegen müssen, können sie einen Auszug « Muster 1 » erhalten, in dem die strittigen Informationen nicht mehr angeführt sind oder nach Ablauf einer gewissen Frist nicht mehr angeführt werden.

B.11.6. Aus dem Vorstehenden ergibt sich, dass die Einmischung in das Recht auf Privatleben und in das Recht auf freie Wahl der Berufstätigkeit der betroffenen Personen nicht unverhältnismäßig ist, so dass nicht gegen die Artikel 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung verstoßen wird.

B.12.1. Im zweiten Teil des dritten Klagegrunds wird kritisiert, dass die angefochtene Bestimmung einen Mangel an Vorhersehbarkeit aufweise, was das Gegenstück zu dem in den Artikeln 22 und 23 der Verfassung verankerten Legalitätsprinzip sei, weil darin nicht die Fälle genannt würden, in denen durch den potentiellen Arbeitgeber ein Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » verlangt werden könnte. Die klagende Partei führt an, dieser Grundsatz der Vorhersehbarkeit werde durch Artikel 5 des Übereinkommens vom 28. Januar 1981 zum Schutz des Menschen bei der automatischen Verarbeitung personenbezogener Daten und durch Artikel 6 der Richtlinie 95/46/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. Oktober 1995 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr verstärkt, insofern diese beiden Bestimmungen vorschrieben, den Zweck jeder Datenbank vorher festzulegen und die Verwendung der erfassten Daten außerhalb dieses Zwecks zu begrenzen.

B.12.2. Indem er gewährleiste, dass jeder ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben hat, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind, legt Artikel 22 Absatz 1 der Verfassung ein Erfordernis der Gesetzmäßigkeit und Vorhersehbarkeit fest, das jede Beeinträchtigung dieses Rechtes erfüllen muss.

Artikel 23 der Verfassung weist keinen Zusammenhang zu den angeführten Beschwerden auf.

Artikel 5 des vorerwähnten Übereinkommens vom 28. Januar 1981 bestimmt :

« Personenbezogene Daten, die automatisch verarbeitet werden :

- a. müssen nach Treu und Glauben und auf rechtmäßige Weise beschafft sein und verarbeitet werden;
- b. müssen für festgelegte und rechtmäßige Zwecke gespeichert sein und dürfen nicht so verwendet werden, dass es mit diesen Zwecken unvereinbar ist;
- c. müssen den Zwecken, für die sie gespeichert sind, entsprechen, dafür erheblich sein und dürfen nicht darüber hinausgehen;
- d. müssen sachlich richtig und wenn nötig auf den neuesten Stand gebracht sein;
- e. müssen so aufbewahrt werden, dass der Betroffene nicht länger identifiziert werden kann, als es die Zwecke, für die sie gespeichert sind, erfordern ».

Artikel 6 Absatz 1 Buchstabe b) der vorerwähnten Richtlinie 95/46/EG bestimmt :

« Die Mitgliedstaaten sehen vor, dass personenbezogene Daten

[...]

b) für festgelegte eindeutige und rechtmäßige Zwecke erhoben und nicht in einer mit diesen Zweckbestimmungen nicht zu vereinbarenden Weise weiterverarbeitet werden. Die Weiterverarbeitung von Daten zu historischen, statistischen oder wissenschaftlichen Zwecken ist im allgemeinen nicht als unvereinbar mit den Zwecken der vorausgegangenen Datenerhebung anzusehen, sofern die Mitgliedstaaten geeignete Garantien vorsehen ».

B.12.3. Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches bestimmt, dass der Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » ausgestellt wird, wenn dies beantragt wird, « um Zugang zu einer Tätigkeit zu erhalten, die in den Bereich der Erziehung, der psycho-medizinisch-sozialen Betreuung, der Jugendhilfe, des Kinderschutzes, der Animation für oder Betreuung von Minderjährigen fällt ». Auf diese Weise werden darin in klaren Worten und ausreichend präzise der Zweck der Einführung des Auszugs aus dem Strafregister « Muster 2 » und die Fälle festgelegt, in denen durch den Verantwortlichen einer Jugendorganisation oder von Tätigkeiten für Minderjährige verlangt werden kann, dass eine Person, die sich um eine Stelle, eine Funktion oder eine Verantwortung bewirbt, einen Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » statt eines Auszugs aus dem Strafregister « Muster 1 » vorlegt.

Gegen die im zweiten Teil des dritten Klagegrunds angeführten Normen wird also nicht verstoßen.

B.12.4. Im Übrigen ist die Kritik insofern, als damit angeprangert wird, dass das Gesetz über das Zentrale Strafregister nicht präzise die Fälle regelt, in denen von Privatpersonen ein Auszug aus dem Strafregister verlangt werden könne, nicht gegen die angefochtene Bestimmung gerichtet und braucht somit nicht geprüft zu werden.

B.13.1. Im dritten Teil des dritten Klagegrunds prangert die klagende Partei eine unverhältnismäßige Verletzung des Rechtes auf Achtung des Privatlebens und des Rechts auf freie Wahl der Berufstätigkeit an, weil die Zielsetzung hinlänglich durch die Möglichkeit des Richters, ein Verbot zu verkünden oder die Einhaltung von durch Bewährungsdienststellen kontrollierten Bedingungen aufzuerlegen, erreicht werde.

B.13.2. Unter Berücksichtigung der Bedeutung seiner der Zielsetzung, die Sicherheit sowie die körperliche und psychische Unversehrtheit der Minderjährigen zu schützen, konnte der Gesetzgeber davon ausgehen, dass es notwendig ist, die vollständige Information der Verantwortlichen von Einrichtungen und Tätigkeiten im Jugendbereich bezüglich der Personen, denen sie Verantwortungen in Bezug auf Minderjährige anvertrauen oder die sie regelmäßig mit Minderjährigen in Kontakt bringen, zu gewährleisten. Diesbezüglich erlaubt die Möglichkeit des Richters, ein Berufsverbot zu verkünden, wenn der Beschuldigte einer der in Artikel 382bis des Strafgesetzbuches aufgelisteten Straftaten für schuldig befunden wurde, es ihm, den Zugang zu gewissen Berufen allgemein zu verbieten. Das Ziel, die Rückfallgefahr auszuschließen, kann es hingegen rechtfertigen, dass die Verantwortlichen von Einrichtungen oder Organisationen, denen Minderjährige anvertraut werden, spezifisch unter Berücksichtigung der Merkmale der Einrichtung und der ins Auge gefassten Stelle oder Funktion beurteilen können, ob es angebracht ist, der betreffenden Person eine Verantwortung in ihrer Einrichtung anzuvertrauen angesichts der strafbaren Taten, deren sich diese Person gegebenenfalls in der Vergangenheit schuldig gemacht hat.

B.13.3. Der dritte Klagegrund ist unbegründet.

#### *Vierter Klagegrund*

B.14.1. Im vierten Klagegrund wird bemängelt, dass Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, indem der Inhalt der Auszüge aus dem Strafregister « Muster 2 » festgelegt werde, vorsehe, dass einfache Schuldigerklärungen, die in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches verkündet würden, wenn sie sich auf Taten bezögen, die gegenüber einem Minderjährigen begangen worden seien, und insofern dies Tatbestandsmerkmal sei oder die Strafe verschärfe, ohne zeitliche Einschränkung in diesen Auszügen vermerkt würden, während diese Entscheidungen in Anwendung von Artikel 595 Absatz 2 nicht mehr in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 1 » nach einer Frist von drei Jahren ab dem Datum der definitiven gerichtlichen Entscheidung, mit der sie verkündet worden seien, vermerkt würden. Die klagende Partei ist der Auffassung, dass dieses Fehlen einer zeitlichen Begrenzung gegen die Artikel 10, 11, 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 14 Absatz 3 Buchstabe c) des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte verstoße.



B.14.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, ist der Klagegrund nicht wegen verspäteten Einreichens für unzulässig zu erklären. Er ist nämlich nicht gegen die Artikel 619 und 621 des Strafprozessgesetzbuches gerichtet, sondern vielmehr gegen Artikel 6 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes, der vorsieht, dass die Entscheidungen zur einfachen Schuldigerklärung, die sich auf gegen einen Minderjährigen begangene Taten beziehen, ohne zeitliche Begrenzung in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 » vermerkt werden.

Im Übrigen ist der Klagegrund ausreichend deutlich, insofern darin die Personen, denen Auszüge aus dem Strafregister « Muster 1 » ausgestellt werden, in denen der Vermerk der einfachen Schuldigerklärungen nach einer Frist von drei Jahren nicht mehr erscheint, mit den Personen, denen Auszüge aus dem Strafregister « Muster 2 » ausgestellt werden, verglichen werden.

B.15.1. Es ist aus den in B.11 dargelegten Gründen gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber sich bemüht, die vollständige Information der Personen zu gewährleisten, die für Einrichtungen oder Organisationen, denen Minderjährige anvertraut werden, verantwortlich sind, um soweit wie möglich die Risiken der Rückfälligkeit bei den Urhebern von strafbaren Taten gegenüber Minderjährigen zu verringern. Hierzu muss die Information der betreffenden Verantwortlichen sich zunächst auf die begangenen Taten und deren Schwere beziehen. Der Umstand, dass diese anlässlich eines Verfahrens festgestellt wurden, das über die Grenzen der angemessenen Frist hinausgegangen ist, so dass der Richter in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches eine einfache Schuldigerklärung in Bezug auf den Angeklagten verkündet hat, verringert nicht die Bedeutung dieser Information zur Verwirklichung des Ziels, die Minderjährigen zu schützen. Die Verantwortlichen von Einrichtungen oder Organisationen, an die sich diese Information richtet, sind im Übrigen in Kenntnis der Dinge und insbesondere unter Berücksichtigung der konkreten Situation der betreffenden Person, der Funktion oder der Stelle, um die sie sich bewirbt, aber auch des Zurückliegens der Taten zu beurteilen, ob es angebracht ist, die Bewerbung positiv zu beantworten.

Dieser Behandlungsunterschied entbehrt nicht einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.15.2. Es ist jedoch anzumerken, dass der Urheber von strafbaren Taten gegenüber einem Minderjährigen, falls er am Ende eines Verfahrens verurteilt worden ist, das nicht über die angemessene Frist hinausgegangen ist, wegen dieser Taten verurteilt worden wäre. In diesem Fall hätte er anschließend unter Einhaltung einer bestimmten Anzahl strenger Bedingungen die Möglichkeit gehabt, seine Rehabilitation in Anwendung der Artikel 621 bis 634 des Strafprozessgesetzbuches zu beantragen und gegebenenfalls zu erhalten. Die Rehabilitation hat zur Folge, dass der Vermerk der betreffenden Verurteilungen in den Auszügen aus dem Strafregister der betreffenden Person verhindert wird. Wie anlässlich der Prüfung des zweiten Klagegrunds angemerkt wurde, werden die Personen, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung in Anwendung von Artikel 21ter des einleitenden Titels des Strafprozessgesetzbuches sind, nicht verurteilt, so dass sie auch nicht ihre Rehabilitation beantragen können.

Dieser Behandlungsunterschied ist zwar nicht diskriminierend, insofern er sich auf Auszüge aus dem Strafregister « Muster 1 » bezieht, dies aus den bei der Prüfung des zweiten Klagegrunds dargelegten Gründen, doch dies gilt nicht für die Auszüge aus dem Strafregister « Muster 2 ». In den letztgenannten Auszügen erscheinen die einfachen Schuldigerklärungen, wenn sie Taten gegenüber Minderjährigen betreffen, nämlich ohne zeitliche Begrenzung, ohne dass für die betreffende Person irgendeine Möglichkeit besteht, deren Tilgung oder ihre Rehabilitation zu beantragen, selbst nach Ablauf einer längeren Frist. Folglich wird eine Person, die für die gleichen Taten verurteilt worden ist, günstiger behandelt als diejenige, die Gegenstand einer einfachen Schuldigerklärung war, ohne dass es für diesen Behandlungsunterschied eine vernünftige Rechtfertigung gibt.

B.15.3. Es obliegt dem Gesetzgeber, die festgestellte Diskriminierung aufzuheben. Sie ergibt sich nicht aus der angefochtenen Bestimmung, sondern vielmehr aus dem Fehlen einer Bestimmung, die es der betreffenden Person ermöglicht, unter bestimmten Bedingungen die Löschung des Vermerks der Schuldigerklärung im Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » zu erhalten.

#### *Fünfter Klagegrund*

B.16.1. Im fünften Klagegrund wird bemängelt, dass Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 6 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes, vorsehe, dass in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 », die Privatpersonen ausgestellt würden, die Entscheidungen zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsauflagen vermerkt würden. Die klagende Partei ist der Auffassung, dass diese Eintragung gegen die Artikel 10, 11, 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoße.

B.16.2. Im Gegensatz zu dem, was der Ministerrat anführt, ist der Klagegrund deutlich genug, insofern darin die Situation der Personen, die Gegenstand einer Entscheidung zur Aussetzung der Verkündung des Urteils mit oder ohne Bewährungsauflagen gewesen sind und die das Ausstellen eines Auszugs aus dem Strafregister « Muster 2 » beantragen, mit derjenigen der Personen, die Gegenstand einer tatsächlichen Verurteilung waren, verglichen wird.

B.17.1. Aus den in B.11 dargelegten Gründen ist es vernünftig gerechtfertigt, dass der Gesetzgeber sich bemüht, die vollständige Information der Personen zu gewährleisten, die für Einrichtungen oder Organisationen, denen Minderjährige anvertraut werden, verantwortlich sind, um soweit wie möglich die Risiken der Rückfälligkeit bei den Urhebern von strafbaren Taten gegenüber Minderjährigen zu verringern. Hierzu muss die Information der betreffenden Verantwortlichen sich zunächst auf die begangenen Taten und deren Schwere beziehen. Die Entscheidung des Richters, dem Angeklagten eine Gunstmaßnahme zu gewähren, indem er die Aussetzung der Verkündung der Verurteilung anordnet, ist sicherlich ein Element, das von der verantwortlichen Person berücksichtigt werden kann, doch angesichts der Bedeutung der Zielsetzung des Gesetzgebers, die körperliche und psychische Unversehrtheit der ihnen anvertrauten Minderjährigen zu schützen, ist es nicht unvernünftig, dass sie über eine vollständige Information verfügen kann, damit sie konkret beurteilen kann, ob es angebracht ist, eine Funktion oder eine Stelle anzuvertrauen, bei der die betreffende Person mit diesen Minderjährigen in Kontakt kommt.

B.17.2. Die Informationen über Entscheidungen zur Aussetzung der Verkündung der Verurteilung oder zur Aussetzung mit Bewährungsauflagen wird in Anwendung der angefochtenen Bestimmung nur in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 » vermerkt. Sie stellt also nur insofern eine Verletzung des Rechtes auf Achtung des Privatlebens, des Rechtes auf freie Wahl der Berufstätigkeit oder des Rechtes auf eine faire Verfahren der betreffenden Person dar, als diese Zugang zu einer Tätigkeit erhalten möchte, bei der sie mit Minderjährigen in Kontakt kommt und gegebenenfalls eine Autorität über diese anvertraut bekommt. In allen anderen Fällen, in denen eine Person, die in den Genuss einer solchen, durch einen Richter verkündeten Maßnahme gelangt ist, einen Auszug aus dem Strafregister vorlegen muss, legt sie einen Auszug « Muster 1 » vor, in dem die betreffenden Informationen nicht vermerkt sind, so dass in all diesen Bereichen die Maßnahme der Aussetzung oder der Aussetzung mit Bewährungsauflagen ihre volle Wirkung erzielt und der betreffenden Person durch Begünstigung ihrer gesellschaftlichen und beruflichen Wiedereingliederung zum Vorteil gelangen kann.

Folglich hat die angefochtene Bestimmung keine unverhältnismäßige Auswirkung.

B.17.3. Der fünfte Klagegrund ist unbegründet.

*Sechster Klagegrund*

B.18.1. Im sechsten Klagegrund bemängelt die klagende Partei, dass Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 6 Nr. 1 des angefochtenen Gesetzes, vorsehe, dass der Vermerk dessen, dass eine Person Gegenstand eines Verbots zur Ausübung einer Tätigkeit sei, bei der sie mit Minderjährigen in Kontakt gelangen würde, das durch einen Richter oder ein Untersuchungsgericht als eine Alternative zu einer Maßnahme der Untersuchungshaft beschlossen worden sei, in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 » erscheine bis zu dem Zeitpunkt, wo das darauf folgende Urteil rechtskräftig werde, ungeachtet dessen, dass der Richter, der das betreffende Verbot beschlossen habe, veranlasst sein könnte, es nicht zu erneuern oder es aufzuheben entsprechend der Entwicklung der Ermittlungen. Sie ist der Auffassung, dass der Vermerk des Verbots in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 », obwohl das Verbot aufgehoben worden sei, bevor das darauf folgende Urteil rechtskräftig werde, gegen die Artikel 10, 11, 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoße.

B.18.2. Der Einwand des Ministerrates, der aus dem Fehlen eines ausdrücklichen Vergleichs in der in der Klageschrift dargelegten Argumentation abgeleitet ist, kann nicht angenommen werden, da ebenfalls ein Verstoß gegen die grundlegenden Rechte auf Achtung des Privatlebens, auf freie Wahl der Berufstätigkeit und auf ein faires Verfahren angeführt wird. Die Kategorie von Personen, bei denen diese Grundrechte verletzt wären, ist mit der Kategorie von Personen zu vergleichen, die nicht unter einem solchen Verstoß zu leiden hätten.

B.19.1. Artikel 35 § 1 Absatz 1 des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft bestimmt :

« Falls die Untersuchungshaft unter den in Artikel 16 § 1 vorgesehenen Bedingungen angeordnet oder aufrechterhalten werden kann, kann der Untersuchungsrichter von Amts wegen auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder auf Antrag des Beschuldigten den Betroffenen in Freiheit lassen, indem er ihm die Auflage macht, eine oder mehrere Bedingungen einzuhalten während der von ihm festgelegten Zeit und für höchstens drei Monate ».

Mit Artikel 8 des Gesetzes vom 31. Juli 2009, der nicht angefochten wird, wird diese Bestimmung durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt :

« Er kann es dem Betroffenen verbieten, eine Tätigkeit auszuüben, bei der er mit Minderjährigen in Kontakt gelangen würde ».

B.19.2. Der Vermerk dieses Verbots in Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 » entspricht dem Ziel, die Wirksamkeit dieses Verbots zu gewährleisten, das durch den Untersuchungsrichter verkündet wird als Bedingung, damit der Betroffene keine Untersuchungshaft erleiden muss. Er ist an sich nicht zu beanstanden und ist im Übrigen nicht Gegenstand der Beschwerde der klagenden Partei.

B.19.3. Insofern hingegen Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch die angefochtene Bestimmung, bestimmt, dass « das Verbot [...] im Auszug bis zu dem Zeitpunkt erwähnt werden [muss], wo das darauf folgende Urteil definitiv rechtskräftig wird », ist darin nicht der Fall vorgesehen, in dem dieses Verbot während der Ermittlungen oder der Urteilsphase aufgehoben oder nicht verlängert wird. In diesen Fällen ist es nicht gerechtfertigt, dass dieses Verbot weiterhin in den Auszügen aus dem Strafregister « Muster 2 » vermerkt wird bis zu dem Zeitpunkt, wo das darauf folgende Urteil rechtskräftig geworden ist, wobei dieser Zeitpunkt sehr viel später liegen kann. Sobald dieses Verbot aufgehoben oder nicht verlängert wird, darf es nicht im Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » vermerkt werden.

Insofern in der angefochtenen Bestimmung die Aufrechterhaltung dieses Vermerks « bis zu dem Zeitpunkt [...], wo das darauf folgende Urteil definitiv rechtskräftig wird » vorgesehen ist, verstößt sie gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Daher ist es nicht notwendig zu prüfen, ob diese Maßnahme außerdem einen Verstoß gegen die Artikel 22 und 23 Absatz 3 Nr. 1 oder die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention darstellt.

B.19.4. Der sechste Klagegrund ist begründet.

In Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 6 Nr. 1 des Gesetzes vom 31. Juli 2009 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen mit Bezug auf das Zentrale Strafregister, ist die Wortfolge « bis zu dem Zeitpunkt [...], wo das darauf folgende Urteil definitiv rechtskräftig wird » für nichtig zu erklären, so dass diese Bestimmung fortan in dem Sinne zu verstehen ist, dass sie vorsieht, dass das Verbot nicht mehr im Auszug aus dem Strafregister « Muster 2 » vermerkt wird, sobald es aufgehoben oder nicht verlängert wird.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

— erklärt in Artikel 596 Absatz 2 des Strafprozessgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 6 Nr. 1 des Gesetzes vom 31. Juli 2009 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen mit Bezug auf das Zentrale Strafregister, die Wortfolge « bis zu dem Zeitpunkt [...], wo das darauf folgende Urteil definitiv rechtskräftig wird » für nichtig zu erklären;

— weist die Klage unbeschadet des in B.15.2 festgestellten Verstoßes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, in der öffentlichen Sitzung vom 13. Januar 2011.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleul.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.